



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

**ANNEXE**

de la décision de la Commission modifiant C(2016)7177 du 11.11.2016 relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Niger à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement

Document d'action pour l'annexe 3 : contrat de réforme sectorielle dans le secteur de l'Education

**INFORMATIONS A L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION  
POTENTIELS**

**PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS**

Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 110 paragraphe 2 du règlement financier, applicable au Fonds Européen de Développement (FED) en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 323/2015, aux sections suivantes en ce qui concerne les subventions octroyées directement sans appel à propositions: 5.4.1

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Contrat de Réforme Sectorielle dans le secteur de l'Education Numéro CRIS : NE/FED/038-233 financé par le 11 <sup>e</sup> Fonds européen de Développement (FED)			
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Niger (NE)			
3. Document de programmation	Programme Indicatif National (PIN) 11 <sup>e</sup> FED Niger (2014-2020)			
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Education	Aide publique au développement: OUI		
5. Montants concernés	Coût total estimé: 94 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED : 94 000 000 EUR dont 89 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et 5 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire (dont 500 000 EUR pour l'audit, l'évaluation et la visibilité)			
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Appui budgétaire Gestion directe – Contrat de réforme sectorielle Gestion directe – Subventions – octroi direct Gestion directe – Passation de marchés de services			
7. Code(s) CAD	11110 – Politique de l'éducation et gestion administrative			
b) Principal canal de distribution	n/a			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la	X		

	participation/bonne gouvernance			
	Aide à l'environnement	X		
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)		X	
	Développement du commerce	X		
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X		
	<b>Marqueurs de Rio</b>			
	Diversité biologique	X		
	Lutte contre la désertification	X		
	Atténuation du changement climatique	X		
	Adaptation au changement climatique	X		
<b>9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»</b>	Domaine 1.1: Investir dans le développement et l'éradication de la pauvreté			
<b>Objectifs de Développement Durable (ODDs)</b>	<b>ODD 4</b> - Garantir une éducation de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous <b>ODD 5</b> - Parvenir à l'égalité entre les sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles			

## RÉSUMÉ

Le Niger est en train de vivre une vraie explosion démographique, avec un taux de croissance de 3,9% avec un indice synthétique de fécondité de 7,6 enfants par femme. En raison de cette croissance démographique, la demande sociale en biens et services publics, en particulier dans les secteurs sociaux dont l'éducation, reste très forte dans ce pays où le taux de pauvreté est estimé à 45% en 2014 et qui occupe la dernière position dans le classement IDH (Index de Développement Humain). Malgré l'amélioration de certains indicateurs socioéconomiques sur la dernière décennie, la réponse de l'état en termes d'offre de services de qualité couvrant l'ensemble du territoire demeure insuffisante à ce jour. Toutefois, le budget consacré à l'éducation est conséquent et reflète la priorité donnée à ce secteur. En 2015, on estime les dépenses courantes d'éducation à 5.33% du PIB et à 6.13% les dépenses totales. Néanmoins l'efficacité et l'efficience de la dépense demeure toutefois insuffisante à ce jour.

En outre, les enjeux sécuritaires auxquels le pays fait face ces dernières années ont impliqué une forte augmentation du budget de l'état accordé aux forces de défense et de sécurité, ce qui met en péril le maintien des efforts budgétaires consentis aux secteurs sociaux, en particulier l'éducation qui demeure l'un des principaux défis pour le développement du Niger.

Les orientations sectorielles ont été déclinées dans le Programme sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF 2014-2024), qui est également en ligne avec la Lettre de politique éducative 2013-2020. Préalablement à son adoption par décret du gouvernement, l'élaboration du PSEF s'est faite selon une approche participative nourrie par les enseignements tirés de la mise en œuvre du programme décennal précédent. Le PSEF s'inscrit dans une approche holistique, visant la mise en cohérence des différents segments du système éducatif nigérien à travers une stratégie globale d'éducation. Il est structuré autour de trois composantes majeures, à savoir l'accès aux services d'éducation et de formation, la qualité des services d'éducation et de formation et la gestion et le pilotage du système éducatif.

L'intervention proposée vise à créer un espace budgétaire permettant d'appuyer la politique d'éducation, en particulier au niveau de l'enseignement primaire et à développer simultanément les capacités de gouvernance, de gestion et de mise en œuvre de l'Etat via l'appui aux réformes, l'appui complémentaire et le dialogue sur les politiques. Ceci afin de parvenir à moyen terme à l'atteinte des objectifs d'amélioration de l'accès équitable, de la qualité et de la gouvernance de l'éducation de base, ainsi qu'à une utilisation plus efficace et efficiente des ressources et de la dépense publique. L'atteinte de ces objectifs devrait aussi avoir comme conséquence une meilleure maîtrise de la croissance démographique.

L'objectif global du programme est d'aider le gouvernement du Niger à éradiquer la pauvreté, à promouvoir une croissance durable et inclusive et à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique, en ligne avec les orientations du Programme indicatif national et les objectifs de développement durable (ODD): ODD 4 "Garantir une éducation de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous" et ODD 5 " Parvenir à l'égalité entre les sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ". Le programme contribuera ainsi à la mise en œuvre du Plan d'actions de La Valette, en particulier dans le domaine 1.1 "Investir dans le développement et l'éradication de la pauvreté", en posant les conditions pour le développement socio-économique et en renforçant la résilience des populations par le ciblage des zones de départ de migrants et des plus vulnérables, y inclus les personnes déplacées.

L'objectif global se décline en deux objectifs spécifiques:

- accroître la capacité du gouvernement en vue de la réalisation des objectifs fixés en matière de politique sectorielle dans l'éducation;
- répondre aux besoins essentiels de la population pour un accès élargi et équitable à une éducation de qualité.

## **1. CONTEXTE**

### **1.1. Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique**

La population nigérienne, estimée à 17.1 millions d'habitants (Institut National de la Statistique (INS), Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2012), augmente à un rythme très élevé, avec un taux de croissance démographique de 3,9% en liaison avec un indice synthétique de fécondité de 7,6 enfants par femme, dépassant les prévisions faites suite au recensement de 2001. En raison aussi de cette croissance démographique soutenue, la demande sociale en biens et services publics, en particulier dans les secteurs sociaux dont l'éducation, reste très forte dans ce pays où le taux de pauvreté est estimé à 48.2% en 2011. Malgré l'amélioration de certains indicateurs socioéconomiques sur la dernière décennie, la réponse de l'état en termes d'offre de services de qualité couvrant l'ensemble du territoire demeure insuffisante à ce jour, ce qui explique le placement du Niger, encore en 2015, au dernier poste du classement mondial pour l'indice de développement humain (IDH). Les enjeux sécuritaires auxquels le pays fait face ces dernières années, qui se sont accentués depuis 2014, ont impliqué une forte augmentation du budget de l'état accordé aux forces de défense et de sécurité, ce qui met en péril le maintien des efforts budgétaires consentis aux secteurs sociaux, en particulier l'éducation qui demeure l'un des principaux défis pour le développement du Niger.

#### ***1.1.1. Evaluation des politiques publiques et Cadre des politiques de l'UE est modifié comme suit***

Après le bilan de mise en œuvre du Plan de développement économique et social (PDES 2012-2016), une Stratégie de développement durable et de croissance inclusive (SDDCI) 2035 et un nouveau PDES pour la période 2017-2021 ont été adoptés au cours de l'année

2017. Les programmes n°3 "développement du capital humain" et n°4 "transition démographique" du PDES, comportent les deux sous programmes majeurs suivants, relatifs au secteur de l'éducation: "Amélioration du niveau d'instruction et de formation de la population (sous-programme 3.1)" et "Promotion de la scolarisation et de la formation de la jeune fille (sous-programme 4.2)." Ces orientations sont cohérentes avec le Programme sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF), relatif à la période 2014-2024, qui est également en ligne avec la lettre de politique éducative 2013-2020.

Le PSEF présente une approche holistique, visant la mise en cohérence des différents segments du système éducatif nigérien à travers une stratégie globale d'éducation. Il est structuré autour de trois composantes majeures, à savoir l'accès aux services d'éducation et de formation, la qualité des services d'éducation et de formation et la gestion et le pilotage du système éducatif. En particulier, dans la perspective de l'enseignement primaire universel, le PSEF vise l'accès inclusif aux services d'éducation à toutes les franges de la population. Pour ce faire, sa stratégie se décline dans: l'accroissement des capacités physiques d'accueil, la mise à disposition d'enseignants en nombre suffisant pour l'expansion du système, l'amélioration de l'équité entre les élèves. Cette stratégie s'inscrit dans une vision de l'éducation de base qui entend, à terme, fusionner les cycles 1 et 2 dans un parcours harmonisé d'éducation de base "élargie", devant permettre un prolongement naturel de l'école primaire pour tous. En matière de qualité de l'enseignement, la stratégie nationale relative à l'enseignement primaire porte quant à elle sur l'amélioration du niveau du personnel enseignant, sur la disponibilité du matériel didactique et pédagogique et sur le renforcement de la gestion pédagogique.

Le PSEF s'intègre dans la poursuite des objectifs globaux de réduction de la pauvreté, de croissance inclusive et de gouvernance démocratique. En effet, sa stratégie de développement du système éducatif, qui se propose de relever le double défi de l'amélioration de l'offre et de l'exigence de la qualité de l'éducation, est un moyen idoine d'apporter des réponses multisectorielles aux nombreux défis de développement qui se posent au Niger. Parmi ceux-ci ressortent la persistance de la pauvreté extrême d'une partie importante de la population, et une croissance démographique galopante qui menace de maintenir le pays dans le cercle vicieux de la pauvreté en démultipliant les besoins, notamment en services sociaux, alors même que les sollicitations actuelles demeurent largement insatisfaites. Cette situation est en grande partie la résultante de la faiblesse du capital humain consécutivement à l'existence d'un taux d'analphabétisme parmi les plus élevés du monde (encore plus répandu pour les femmes), et l'âge bas au premier mariage surtout pour les filles ainsi que du premier accouchement. Dans ce sens, le développement du système éducatif à partir du niveau de base que le PSEF prône, à travers entre autres le couplage de l'offre d'éducation à la stimulation de la demande notamment des groupes vulnérables (dont les filles) issus des familles pauvres résidant dans des milieux ruraux, est pertinent dans la mesure où il agit à la fois sur la croissance démographique, en réduisant l'occurrence du mariage précoce par le maintien des jeunes filles à l'école, et à terme sur la pauvreté, en fournissant au pays les ressources humaines qualifiées dont il a besoin pour son développement.

Malgré la persistance de nombreux défis, des résultats significatifs ont été enregistrés dans le secteur de l'éducation sur ces dernières années, ce qui contribue au maintien de la crédibilité du PSEF. D'importants investissements ont été réalisés depuis le lancement du PSEF, dont la construction de milliers de salles de classes au niveau du primaire, de collèges d'enseignement technique, de centres de formation en développement communautaire et de l'ouverture de nouvelles Ecoles normales d'instituteurs (ENI). Il en est résulté une amélioration sensible de certains indicateurs du secteur, notamment au niveau de l'accès, bien que d'importantes disparités basées sur le genre et sur le milieu sociologique de résidence (au détriment des filles et des résidents en zone rurale) demeurent à tous les niveaux d'enseignement, en particulier dans les sous-secteurs des enseignements primaire, secondaire et professionnel. Ces disparités s'inscrivent dans un contexte caractérisé par l'occurrence, encore très

importante, du mariage précoce, et d'une forte croissance démographique. La qualité des services éducatifs présente également des faiblesses, notamment au niveau des enseignements impartis, qui relèvent de défis en termes de système de gestion des ressources humaines et de curricula peu adaptés aux besoins des apprenants. Ces insuffisances sont, d'une manière générale, liées aux enjeux que posent la gouvernance et le pilotage du secteur de l'éducation: bien que le cadre stratégique défini par le PSEF soit approprié aux besoins d'un système éducatif en évolution, sa mise en œuvre dépend en partie de réformes qui ont été entamées et qui se doivent d'être accomplies pour profiter à l'éducation. Ceci est le cas tant de la réforme de la décentralisation, qui passe également par une amélioration de l'efficacité de la déconcentration, que des réformes de la fonction publique, dont celles relatives à la gestion des ressources humaines auxquelles est lié une partie de la question enseignante.

Le budget consacré à l'éducation est conséquent et reflète la priorité donnée à celle-ci par le Gouvernement. Cependant, les dépenses du secteur de l'éducation sont estimées à 5,1% du PIB en 2017 contre 5,6% en 2016, 6,1% en 2015 et 7,1% en 2014. L'efficacité de la dépense demeure toutefois insuffisante à ce jour, faute entre autres de la faiblesse de la planification budgétisée ainsi que de la faible prévisibilité des dépenses de personnel et des financements extérieurs. Les dotations du budget de l'Etat au profit du secteur de l'éducation sont en constante progression depuis la mise en œuvre du PSEF, conformément aux engagements souscrits lors du sommet de Bamako en 2000: elles représentent 19% des dépenses totales de l'état (hors dette) en 2017 contre 20% en 2016 et 17% en 2015. Les dépenses effectuées dans l'enseignement primaire représentent ainsi en moyenne plus de 50% des dépenses totales du secteur de l'éducation (tous niveaux confondus) sur les dernières années. En outre les investissements publics du ministère de l'enseignement primaire sont réalisés à 80,9% sur ressources extérieures en 2016 contre 39% en 2015 et 21% en 2014. La réalisation des infrastructures et des équipements, composantes principales de l'offre éducative, dépend en bonne partie de l'aide extérieure. Les dépenses en éducation sont appelées à évoluer avec la forte pression démographique. Néanmoins, les risques de non poursuite de cette tendance au sujet du financement de la politique restent, en dépit d'une classe politique réformatrice, très importants dans un environnement sécuritaire très instable, auquel les crises climatiques contribuent, ce qui pourrait conduire à la diversion des ressources de l'état vers d'autres priorités que l'éducation.

Le PSEF dispose au niveau national d'un comité national de pilotage composé des ministres en charge du secteur, d'un comité technique de coordination composé des secrétaires généraux et des directeurs des études et de la programmation ces ministères, ainsi que des unités de suivi de l'exécution. Ces dispositifs se déclinent aux différents niveaux de l'organisation administrative et se réunissent selon des périodicités variables.

En dépit de l'émiettement de la problématique éducative entre les six ministères techniques qui participent à la mise en œuvre du PSEF, couvrant les différents segments de l'éducation, la performance globale du PSEF évolue favorablement. Elle est susceptible de s'améliorer significativement et à brève échéance, à condition que le programme mette davantage l'accent sur les questions relatives à la gouvernance du système, ce qui lui permettra d'apporter des réponses appropriées aux problèmes d'efficacité et de qualité de l'éducation. Les capacités institutionnelles sont relativement solides. Toutefois, les capacités institutionnelles sont faiblement exploitées, le mérite a du mal à s'imposer comme critère principal dans la gestion des ressources humaines. Ceci est dû en bonne partie à la forte politisation du secteur de l'enseignement. En outre, l'administration de l'éducation est marquée par une distribution du personnel peu efficace: il y a au niveau central une forte concentration des ressources humaines qualifiées, au détriment des niveaux déconcentrés où s'effectue la mise en œuvre. Par ailleurs, le transfert des compétences aux collectivités territoriales, prévu par les textes relatifs à la décentralisation n'est pas encore effectif en matière d'éducation car le cadre juridique y afférent vient d'être mis en place.

Le PSEF étant une politique sectorielle, son cadre de suivi-évaluation est aligné sur le système de gestion axée sur les résultats et sur le cadre général défini par le PDES. Cet alignement consiste, en termes de redevabilité, dans la production par les ministères de rapports trimestriels et annuels techniques et financiers d'exécution de leurs plans d'actions, afin qu'ils soient consolidés pour servir à l'établissement du rapport périodique de mise en œuvre de la PDES et la Déclaration de politique générale du Gouvernement. Du côté du Parlement, la redevabilité s'exerce à travers les interpellations des ministres du secteur de l'éducation. Dans cette perspective, le dispositif institutionnel consacre la séparation des fonctions de coordination et de pilotage d'une part, des fonctions de suivi et d'évaluation d'autre part. En particulier, une revue conjointe regroupant le Gouvernement, les partenaires techniques et financiers (PTF) et la société civile active dans l'éducation se tient chaque année pour apprécier l'état de la mise en œuvre du PSEF; elle tire son fondement du Cadre partenarial conclu en juillet 2013 entre le Gouvernement et les PTF du secteur de l'éducation. Toutefois, le leadership du Gouvernement dans l'animation et le contrôle du cadre de concertation avec les PTF n'est pas suffisamment affirmé. Le cadre de suivi-évaluation du PSEF comporte également des indicateurs et des objectifs annuels servant de base à l'élaboration des plans d'actions annuels et à l'organisation des revues.

### ***1.1.2. Analyse des parties prenantes***

Les principales parties prenantes étatiques de l'action sont le ministère des finances (MF), dans son rôle d'ordonnateur national représentant le gouvernement et de gestionnaire des politiques et des finances publiques, le ministère de l'enseignement primaire, de l'alphabétisation, de la promotion des langues nationales et de l'éducation civique (MEP/A/PLN) en tant que partenaire clef de l'action, de la Cellule d'appui à la mise en œuvre et au suivi (CAMOS) du PSEF, ainsi que des autres cinq ministères de l'éducation, dont le ministère des enseignements secondaires (MES) et le ministère des enseignements techniques et professionnels (MEPT). En plus des ministères et structures d'appui du PSEF, d'autres parties prenantes sont les ministères et structures impliquées dans des réformes qui ont trait à l'éducation, telles que: (i) le ministère de la fonction publique (MFP/RA), surtout dans la gestion du personnel titulaire et le paiement des salaires et des pécules des enseignants contractuels, et l'intérêt à les associer à la mise en œuvre des réformes sectorielles, (ii) l'institut national de la statistique (INS) en ce qui concerne le renforcement du système national d'information sectorielle. D'autres parties prenantes sont: (i) les collectivités territoriales, qui bénéficient du transfert de certaines compétences dans la santé et l'éducation, (ii) les acteurs non étatiques, dont les CGDES (comités de gestion décentralisée des établissements scolaires), (iii) les associations et organisations non gouvernementales (ONG) intervenant dans l'éducation, en particulier au niveau primaire et (iv) les PTF, dont des organisations multilatérales, agences bilatérales et ONG internationales, et leurs cadres de concertation.

En particulier, un acteur majeur est le partenariat développé autour du projet d'appui à une éducation de qualité (PAEQ), financé par le programme mondial pour l'éducation (PME, auquel le Niger a adhéré en 2002), et cofinancé par l'Agence Française de Développement (AFD) et la Suisse; la Banque Mondiale (BM) est l'agent comptable de la gestion du panier commun mis en place par le projet. Ce dernier est un mécanisme extrabudgétaire pour le financement des priorités du PSEF en matière d'éducation de base, né suite à l'échec d'une tentative précédente de le constituer comme un compte spécial du budget. Le panier commun du PAEQ, dans sa conception initiale, aspirait à être un "fonds commun" pouvant financer la politique sectorielle d'éducation dans un cadre rassurant pour les PTF, mais dans les faits une gestion "approche projet" s'est imposée compte tenu des exigences des bailleurs en termes de procédures, ce qui a contribué à ce que l'instrument ne se prête pas à un élargissement du fonds au-delà de l'éducation de base dans la perspective de couvrir les autres sous-secteurs du

PSEF. La revue annuelle de janvier 2016 a recommandé la mise en place d'un nouveau fonds commun sectoriel, toujours extrabudgétaire. Ce nouveau fonds, a enfin été mis en place dans le courant de l'année 2017 sur initiative de la Primature, qui assure le pilotage du PSEF. Le fonds commun sectoriel de l'éducation (FCSE) ainsi constitué, vise à concrétiser la transition de l'approche projet à l'approche programme pour le secteur, en ligne avec les orientations du PSEF. Il est prévu sa mise en œuvre dans une première étape au niveau du sous-secteur de l'enseignement technique et professionnel avec l'appui du Luxembourg, pour être ensuite élargi aux autres secteurs. Il est prévu que le panier commun du PAEQ évolue en parallèle avec ce mécanisme, jusqu'à sa clôture en 2019. Une nouvelle allocation a été accordée au Niger par le PME, à programmer en 2020 au plus tard, d'un montant de 85.1 millions USD.

D'une manière générale, l'appui de toutes les parties prenantes à la mise en œuvre des réformes s'exprime à travers leur engagement dans les instances de concertation ou de prise des décisions, ainsi que dans l'élaboration et opérationnalisation des cadres réglementaires et stratégiques s'inscrivant dans l'approche du PSEF, qui est reconnu par tous les acteurs comme étant le cadre stratégique de référence. Un leadership assumé de la partie nationale, qui devrait passer par une coordination accrue et une gouvernance améliorée, est essentiel pour que ce nouveau fonds sectoriel extrabudgétaire soit un instrument efficace et transitoire en vue d'un alignement du secteur au cadrage budgétaire national. L'appui budgétaire de l'UE peut accompagner cette transition, tout en visant le progrès des indicateurs clés du secteur, et de l'éducation de base en particulier. L'ensemble des parties prenantes a été consulté et impliqué dans la préparation de ce programme, y compris la définition des indicateurs et cibles. Les bénéficiaires finaux de l'action sont l'ensemble des citoyens nigériens bénéficiant des politiques publiques dans le secteur de l'éducation mises en œuvre par l'Etat. En particulier, il s'agira des enfants en âge scolarisable, avec un focus sur les filles et les résidents en milieu rural.

### ***1.1.3. Domaines prioritaires pour l'appui/l'analyse du problème***

Au regard de l'analyse du contexte et des parties prenantes, le renforcement du secteur de l'éducation sera poursuivi dans les domaines prioritaires suivants :

#### **L'accès à l'éducation de base**

Le Niger a réalisé des progrès remarquables en matière d'accès à l'éducation de base pendant les quinze dernières années. Cependant, ces avancées dissimulent des insuffisances, qui constituent d'importants défis à relever pour le développement du système éducatif; l'une des principales faiblesses est la persistance de disparités selon le milieu de résidence et selon le sexe. En particulier, le taux brut de scolarisation (TBS) global en Base 1 est passé de 35% à 74,2% en 2015, à 76,2% en 2016 à 77,9% en 2017 (*données annuelles provisoires du primaire et du secondaire*). Cependant, en 2017 le TBS des filles en Base 1 est seulement de 72,1% (il était de 70,2% en 2016), contre 83,5% pour les garçons, avec un indice de parité de 0,86). Pour ce qui est des disparités basées sur le milieu sociologique de résidence, en 2017 le TBS en zone rurale en Base 1 est de 65,7% (contre 141,4% en zone urbaine, avec un indice de parité de 0,485 en défaveur de la zone rurale); il était de 64,3% en 2016 et 63,6% en 2015. Cette disparité basée sur le milieu se combine avec celle basée sur le sexe, ce qui fait que la scolarisation des filles en zone rurale est plus faible qu'en zone urbaine.

Au niveau de l'enseignement secondaire dans le cycle de Base 2, le TBS est passé de 34,2% en 2016 à 36,4% en 2017. Cependant, ce taux a enregistré une baisse au niveau de l'enseignement secondaire dans le second cycle, passant de 8,6% en 2016 à 8,1% en 2017; en Base 2, le TBS des filles est de 31% en 2017 contre 28,8% en 2016 ; par contre au cycle moyen du secondaire, il a baissé, passant de 5,7% en 2016 à 5,3% en 2017. Cette déperdition peut s'expliquer par l'incidence du mariage précoce, qui affecte en particulier les filles entre 15 et 18 ans. Au niveau de l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiants pour 100.000

habitants est en hausse, passant de 216 en 2014 à 281 en 2015, mais le TBS reste faible passant de 2,06% en 2014 à 2,67% en 2015, avec une proportion de filles scolarisées de 34% en 2015 contre 33% en 2014.

Dans la formation professionnelle, la proportion d'apprenants est passée de 12,7% en 2012 à 21% en 2014 et 25,6% en 2015. Toujours en 2016, sur un effectif total de 211.529 apprenants de l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP), l'effectif du non formel (non diplômant) est de 169.381 élèves et celui du formel est de 40.148 élèves, dont 21.936 filles. Dans ce dernier cas, l'indice de parité est de 0,92 filles pour 1 garçon: Cependant, cet indice est de 0,86 dans l'EFTP Public contre 1,22 dans l'EFTP privé. L'indice de parité est seulement de 0,61 au niveau des effectifs des établissements sous la tutelle du MEPT (Public et Privé). Parmi les trois secteurs de l'EFTP (public et privé), les filles sont en majorité au niveau des services, et sont franchement minoritaires dans les secteurs industriel et agricole. Des écarts importants sont constatés dans certaines régions.

Les principaux facteurs qui entravent l'accès à l'éducation, en particulier des filles, sont: le milieu sociologique de résidence (la scolarisation des filles en zone rurale est plus faible), la taille du ménage (un ménage ayant moins d'enfants a davantage les moyens de les envoyer à l'école), les attitudes des parents illettrés (souvent défavorables à la scolarisation, spécialement pour les filles), la couverture scolaire inégale sur le territoire (la distance à parcourir pour aller à l'école est un facteur clé dans la scolarisation des filles à la Base 2) et surtout le travail des enfants (travaux champêtres et abreuvement et traite du bétail pour les garçons, petit commerce et travaux ménagers pour les filles etc.), le manque de points d'eau potable, de latrines (surtout pour les jeunes filles) et de cantines scolaires, et parfois des cas d'harcèlement moral ou sexuel. Ces disparités sont en grande partie la résultante de la faiblesse du capital humain, s'inscrivant dans un contexte marqué par un taux d'analphabétisme parmi les plus élevés du monde (77,9% pour les femmes, 76,32% en milieu rural), un taux de pauvreté estimé à 45% en 2014 et une croissance démographique très soutenue (3,9%/an en liaison avec un indice synthétique de fécondité de 7,6 enfants par femme). En particulier, la croissance démographique est en lien avec l'âge du mariage pour les filles; 28% des filles de 20-24 ans sont mariées avant 15 ans et 73,3% le sont avant 18 ans, ce qui expose davantage au risque de mortalité maternelle (3,8/1000) vu que 40,4% des adolescentes 15-19 ans ont déjà porté une grossesse et que 34,4% des décès dans cette tranche d'âge sont des décès maternels.

La croissance démographique est également en lien avec l'éducation, vu que le nombre d'enfants idéal parmi les femmes non scolarisées est de 9,6 et seulement 10,4% utilisent la planification familiale (PF) alors que chez celles qui ont un niveau secondaire et plus ce souhait est de 6,6 (30% se servent de la PF). L'enjeu de la maîtrise démographique est majeur pour le futur du pays, puisqu'il menace de le maintenir dans le cercle vicieux de la pauvreté, entre autre en démultipliant les besoins, notamment en services sociaux, alors même que les sollicitations actuelles demeurent largement insatisfaites. Dans ce sens, le développement du système éducatif à partir du niveau de base que le PSEF soutient, à travers le couplage de l'offre d'éducation (accroissement des capacités physiques d'accueil, mise à disposition d'enseignants en nombre suffisant pour l'expansion du système) à la stimulation de la demande notamment des groupes vulnérables (dont les filles) issus des familles pauvres résidant dans des milieux ruraux, jusqu'à la promotion de la formation professionnelle en vue de l'autonomisation des femmes, devrait agir à la fois sur la croissance démographique, en réduisant l'occurrence du mariage précoce par le maintien des jeunes filles à l'école, et à terme sur la pauvreté, en fournissant au pays les ressources humaines qualifiées dont il a besoin pour son développement.

Le dialogue constant entre l'ensemble des acteurs de l'éducation, dont la communauté internationale, a conduit à une prise de conscience de l'urgence de mener des actions qui contrastent la faible inclusion des filles dans le système éducatif et, en perspective, dans la



société en tant qu'acteurs du développement économique et social. Dans cette perspective, une « lettre d'engagements pour la promotion de la scolarisation et de la formation de la jeune fille » a été signée en juillet 2017 par le gouvernement, les PTFs de l'éducation à travers le chef de file qu'est l'Union européenne, l'Association nationale des parents d'élèves, les principaux groupements de la société civile active en éducation ainsi que l'Association nationale des chefs traditionnels. Suite à cela ainsi qu'à différentes actions de dialogue et de plaider par les acteurs concernés, dans un cadre social très tendu à cause de l'opposition des forces plus conservatrices de la société, une importante mesure visant la protection, le soutien et l'accompagnement de la jeune fille en cours de scolarité (jusqu'à 16 ans) a été prise par le gouvernement; il s'agit du décret N° 2017-935/PRN/MEPAPLN/EC/MES du 5 décembre 2017. La mise en œuvre de cette mesure, qui demeure sensible puisqu'elle s'attaque indirectement au mariage précoce, représente un acquis encore fragile mais elle est certainement une importante opportunité pour la résorption des déficits relatifs au genre.

### **La qualité de l'éducation de base**

Le système éducatif nigérien est aujourd'hui confronté à une faible efficacité interne, qui se reflète dans le classement du pays aux dernières places de la comparaison régionale des indices d'efficacité globale (IEG, 2011), calculé comme le rapport entre l'espérance de vie scolaire et les dépenses publiques d'éducation en % du PIB. Ce problème d'efficacité se traduit par un taux d'abandon scolaire élevé, et par des acquis scolaires des écoliers qui achèvent le cycle primaire de loin inférieurs aux attentes.

Les faiblesses constatées en termes de qualité se situent d'abord sur le plan de l'efficacité et d'efficacité du système scolaire, ce qui se traduit par un achèvement du cycle encore insuffisant malgré des progrès remarquables, et un faible niveau des apprentissages. En particulier, le taux d'achèvement au primaire (TAP) global est passé de 41,7% en 2010 à 73,8% en 2015. Ce taux d'achèvement au primaire (TAP) 78,4% en 2016 à 83% en 2017; le taux d'achèvement dans l'enseignement secondaire premier cycle a augmenté en passant de 18,8% en 2016 à 20,3% en 2017, alors que dans l'enseignement secondaire second cycle il a baissé de 7,4% en 2015 à 6,2% en 2016. Cette performance cache toutefois des disparités importantes, notamment entre la capitale (Niamey) et les autres régions d'une part et selon le genre d'autre part. Concernant le genre, le TAP des filles est de 73,5% en 2017 et celui des garçons de 92,5%, contre respectivement 64,6% et 83,1% en 2015, ce qui implique l'exposition à un risque élevé de mariage précoce compte tenu du fait qu'une partie des effectifs du cycle (qui se termine théoriquement à 12 ans) sont sur-âgés, et que cette pratique concerne surtout des femmes en milieu rural. D'autre part, le TAP en milieu rural est de 70,8% en 2017 (contre 63,8% en 2015) tandis qu'il est de 146% en zone urbaine, ce qui montre que le facteur qui contribue le plus à l'abandon scolaire est le milieu de résidence. La combinaison de ces deux inégalités (sexe et résidence en zone rurale) augmente le risque de non achèvement de la scolarité des enfants. En effet, le TAP des filles en milieu rural est de 60% (contre 53,2% en 2015) alors que celui des garçons atteint 81%. Cette déperdition est certainement due à des problèmes structurels du système (niveau du personnel enseignant, infrastructure scolaire, disponibilité du matériel didactique et pédagogique, gestion pédagogique), mais aussi à des facteurs socio-culturels dans un cadre marqué par la pauvreté: mariage précoce, mise à contribution des enfants dans le travail champêtre, des parents souvent non alphabétisés.

Pour ce qui est des acquis scolaires, les résultats du Programme d'analyse des systèmes éducatifs (PASEC) 2014 montrent que 92,2% des élèves au Niger sont sous le seuil "suffisant" de compétences, contre une moyenne de 59% sur l'ensemble des pays objet de l'évaluation (10 pays, le Niger étant le dernier de la liste). La première mesure prise par le ministère de l'enseignement primaire (MEP) pour réagir à ce cadre alarmant, a été la réalisation d'une évaluation des compétences des enseignants contractuels «craie en main» (qui représentent environ 80% du total des enseignants «craie en main» du primaire). Cette évaluation a eu lieu en juillet 2017 et a concerné plus de 60.000 enseignants; les résultats de

l'exercice ont confirmé la gravité de la situation, et qu'une partie du problème réside dans le niveau des maîtres (seulement 33,5% des enseignants testés sur des questions des niveaux CE2 CM2 ont eu la moyenne, 47,3% ont obtenu entre 5 et 10/20 et 19,2% ont obtenu moins de 5/20). L'exercice a également permis de déceler un nombre important de faux diplômes. Après cette évaluation, au moins 6.000 enseignants contractuels ayant reçu une moyenne inférieure à 3/20 ainsi que ceux ayant présenté des faux diplômes ont été licenciés.

Une partie de ce problème d'efficience peut s'expliquer par des choix de politiques. L'effort budgétaire est mal réparti entre les dépenses de nature différente: les allocations pour le personnel et les subventions (ces dernières incluant le pécule des enseignants contractuels) dépassent toujours les 65% du budget de l'éducation primaire et secondaire, alors que le fonctionnement est à 5-7%. Par ailleurs, des secteurs comme l'enseignement secondaire et supérieur sont traditionnellement sous-financés, ce qui explique en partie la faible préparation des enseignants du primaire, dont un certain nombre sont recrutés parmi les titulaires de bac ou de licence. Un important facteur qui explique la faible performance du système est la non adaptation des curricula aux réalités du pays; en effet, bien que la réforme relative à la rénovation des curricula, incluant tous les niveaux du système éducatif, soit l'un des piliers du PSEF, cette réforme n'a pas abouti à présent. Cependant, le constat de l'urgence de la problématique de la qualité, a ramené cette question en premier plan et a fait de sa relance l'une des principales recommandations de la revue sectorielle de 2017, par la réactivation du Comité national nigérien d'orientation du curriculum (CNOC) ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale pour la réforme curriculaire du secteur de l'éducation. Dans le cadre de cette réflexion, la question de l'enseignement bilingue comme option à prendre par le Niger se pose: en effet, les expériences dans ce sens restent au stade pilote depuis plusieurs années, malgré des expériences probantes qui pourraient justifier une mise à l'échelle de l'expérience. Enfin, d'autres facteurs qui contribuent à la mauvaise performance de l'éducation en termes de qualité, sont représentés par la rareté des manuels et des outils pédagogiques, le faible niveau de qualification des enseignants (surtout les contractuels), et un volume horaire effectif inférieur au volume horaire prescrit, dû entre autres aux absences fréquentes des enseignants pour de multiples raisons (défections si d'autres opportunités professionnelles plus avantageuses se présentent, effet du manque de suivi et impunité si les absences sont constatées, départ pendant plusieurs jours par mois vers des centres disposant de structures financières afin de récupérer le salaire, grèves).

### **La gouvernance et le pilotage du secteur de l'éducation**

L'amélioration de la gouvernance et du pilotage du système est une condition préalable pour la réussite des efforts allant vers une meilleure performance dans l'accès et la qualité de l'éducation. Parmi les principales contraintes dans ce domaine, ressortent: (i) un cadre institutionnel de mise en œuvre du PSEF complexe et articulé et encore peu coordonné et fonctionnel, malgré des améliorations enregistrées au cours de sa mise en œuvre; (ii) un dispositif de suivi-évaluation peu efficace, avec un nombre élevé d'indicateurs et un système statistique qui, malgré des progrès, montre des insuffisances en termes d'organisation, de qualité des données produites et de leur disponibilité et diffusion. En particulier, les données statistiques sont produites individuellement par chacun des ministères de l'éducation, dans des délais différents, avec des résultats peu harmonisés en termes qualitatifs, malgré la supervision de l'INS qui reste cependant limitée; (iii) une gestion des ressources humaines critique, avec un nombre très important de personnels enseignants qui pèse sur les finances publiques. En particulier, l'information sur ces ressources humaines demeure insuffisante (notamment sur leur nombre effectif, des contractuels en particulier), ainsi que sur leur suivi (on estime de nombreux départs de contractuels, qui continuent pourtant à être rémunérés) et leur répartition sur le territoire (en particulier, il est socialement accepté que les femmes puissent demander à rejoindre le lieu de résidence de leur conjoint, ce qui est à l'origine du redéploiement systématique des femmes enseignantes vers la capitale Niamey, qui voit ainsi

un excès de ressources humaines au détriment du reste du territoire). L'exercice d'évaluation des enseignants contractuels initié par le MEP en 2017, a conduit - entre autre - à la prise de mesures de redéploiement du personnel enseignant en fonction des besoins des différentes régions; cette initiative de réorganisation a rencontré d'importantes résistances. L'une des contraintes à la mise en place d'une véritable réforme dans ce domaine est l'insuffisance déjà mentionnée de données vérifiées sur ce personnel; afin de pallier cette contrainte, il est prévu la réalisation d'un système informatique intégré, avec biométrie, avec l'appui de la Banque mondiale; (iv) l'approfondissement du processus de déconcentration et de décentralisation, qui est encadré par les textes mais n'est que très peu opérationnel, y inclus en ce qui concerne la dépense (à cause des procédures comptables lourdes et de la multiplication des contrôles d'une part, et du fait que le dispositif n'est pas adapté, les enseignants contractuels en service au niveau local se déplacent chaque mois pendant plusieurs jours jusqu'à la ville la plus proche, ce qui affecte le temps scolaire et par conséquent la qualité de l'enseignement). Dans la même perspective de cette importante réforme, le PSEF prévoit dans ses textes la mise en place des déclinaisons régionales du plan d'action du PSEF, y compris par l'implication, dans leur mise en œuvre et leur suivi, des acteurs aux niveaux déconcentré et décentralisé.

## **1.2. Autres domaines d'évaluation**

### ***1.2.1. Valeurs fondamentales***

Le Niger a signé et ratifié les principales conventions internationales relatives aux droits humains et leurs protocoles. Ces avancées se sont traduites par l'adoption de plusieurs lois ainsi que des réformes institutionnelles. Cependant, des domaines importants comme les droits des femmes et des groupes vulnérables, ainsi que les droits dits de troisième génération connaissent des difficultés liées à l'insuffisance des ressources financières pour assurer leur promotion et leur mise en œuvre, l'existence de pesanteurs socioculturelles et la persistance d'un pluralisme juridique qui fait obstacle à la mise en place d'un ordre juridique effectif.

Les recommandations formulées par les organes chargés des traités font l'objet de suivi dans le cadre d'un comité interministériel. Celles issues du premier cycle de l'Examen périodique universel (EPU) ont donné lieu à l'établissement d'un plan de mise en œuvre sur trois années.

Les principes d'égalité et de non-discrimination sont consacrés par la constitution et sont censés gouverner les pratiques en matière de fourniture de services dans tous les domaines. L'accès aux services est ouvert à tous sans discrimination. Toutefois, son effectivité est limitée par la persistance des barrières multiformes lesquelles peuvent être liées à l'enclavement géographique, l'analphabétisme, la non-disponibilité de l'information et des services, etc. Ces barrières font obstacle à l'effectivité des droits des personnes les plus démunies notamment les femmes et les enfants.

Sur le plan de la promotion de la bonne gouvernance financière, les autorités ont clairement affiché leur intention de lutter contre l'impunité; cependant peu d'affaires relatives à la corruption et au pillage des deniers publics ont fait l'objet de jugement ou d'évolution notable. L'installation de la Haute autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HALCIA) n'a pas pour l'instant produit les résultats escomptés, en partie par manque de moyens. Dans le classement de *Transparency International* le Niger a un score de 33/100 (classé au 112<sup>e</sup> rang mondial sur 180 pays) en 2017 soit un recul de plus de 12 places contre 35/100 en 2016. Toutefois, le score du Niger reste en moyenne le même qu'en 2012; ce qui démontre l'importance du défi du fléau. Au niveau institutionnel, en plus des structures traditionnelles (services de justice), on peut relever l'existence de plusieurs structures de tutelle différentes concourant aux mêmes objectifs de prévention et de lutte contre la corruption (HALCIA, Inspection générale de l'état, Direction du contentieux de l'état, l'Inspection générale de l'administration, Cour des comptes, Inspection générale des finances, Bureau d'informations et de réclamations et de lutte contre la corruption dans le secteur

judiciaire, Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières du Niger (CENTIF). Une nouvelle loi relative aux attributions, organisations et fonctionnement de la Haute autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HALCIA) a été adoptée par le parlement le 29 novembre 2016; à travers ce nouveau texte la HALCIA pourrait saisir directement la justice (Loi 2016-44 du 6 décembre 2016). Enfin, un pôle judiciaire spécialisé en matière économique et financière a été créé et installé au Tribunal de grande instance hors classe de Niamey.

La loi a aménagé des recours administratifs et judiciaires qui sont certes fonctionnels, mais dont la mise en œuvre subit parfois les contingences du moment. L'état d'urgence déclaré (et renouvelé à plusieurs reprises) dans la Région de Diffa suite aux attaques répétées et attentats de *Boko Haram*, perturbe le fonctionnement des institutions de l'Etat et impose une vigilance rapprochée en matière de droits humains.

Les indicateurs sur l'accès à l'éducation ont enregistré des progrès mais ces avancées demeurent insuffisantes, en particulier en ce qui concerne l'accès des filles et leur maintien à l'école. Un clair exemple de cette discrimination est le projet de loi sur la protection de la jeune fille à l'école qui avait été soumis à l'Assemblée Nationale et qui avait comme but de garantir la scolarité des filles. Sous la pression des associations islamiques, mobilisées de manière déterminée contre son adoption, les députés ont renvoyé le texte à la commission des affaires sociales pour relecture, qui l'a par la suite supprimé de son agenda. La question a été reprise à l'occasion du lancement du PDES 2017-2021, avec l'implication de la société civile et de la communauté internationale, ce qui a conduit à l'adoption d'un décret lié à la loi sur l'éducation (LOSEN) qui porte sur la protection, le soutien et l'accompagnement de la jeune fille en cours de scolarité (décret n° 2017-935/PRN/MEPAPLN/EC/MES du 5 décembre 2017), ce qui représente une avancée importante en matière de droits.

### ***1.2.2. Politique macroéconomique***

Dans l'ensemble, les résultats macroéconomiques du Niger ont été qualifiés par le FMI comme étant 'forts' en 2017, et ceci malgré les chocs sécuritaires rencontrés, le faible cours de l'uranium, et une campagne agricole moins bonne que prévu. Mais les résultats ont été soutenus par le rebond dans la production pétrolière et une forte activité dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics (en vue du Sommet de l'Union Africaine (UA) 2019) et des télécommunications. Comme en 2016, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel en 2017 est estimée à 4,9%. L'inflation, estimée à 2,4% en 2017, était en hausse ces derniers mois due à plusieurs facteurs temporaires, mais elle devrait se stabiliser en fin 2018 à 2–2,5% grâce notamment à la vente de céréales à prix modéré dans le cadre du plan de soutien aux populations vulnérables (i3N). L'inflation devrait donc rester en dessous de la norme maximale de 3% fixée par la commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Les perspectives économiques à moyen terme restent positives, la croissance devrait s'accélérer en cette année 2018 pour atteindre 5.2% puis 5.75% dans les prochaines années et plus encore lorsque l'oléoduc pour acheminer le pétrole vers le Tchad puis le Cameroun sera construit et opérationnel en 2020 au plus tôt. Les efforts de réforme et l'absorption de l'aide extérieure (PDES II - Table Ronde de Paris) portant leurs fruits vont également soutenir cette croissance. La fragilité de la situation sécuritaire dans le pays et la région, l'évolution de prix mondiaux des produits de base, les possibles retards dans la construction de l'oléoduc et les conditions climatiques, (sécheresse ou inondations), restent des risques significatifs pour ces perspectives.

La plus récente analyse de la viabilité de la dette (AVD) préparée par le FMI en décembre 2016 qualifie le risque de surendettement externe du pays comme modéré (même niveau que dans l'analyse précédente), malgré la croissance du stock de dettes. D'après les projections, le ratio de la dette publique au PIB devrait passer de 37% du PIB à la fin de 2016 à environ 41% en 2017 pour se maintenir autour de ce pourcentage jusqu'à 2026, en restant inférieur aux

seuils nominaux. La viabilité de la dette à moyen terme dépendra de la situation sécuritaire, du prix du pétrole et de l'uranium susceptibles de ralentir l'achèvement des nouveaux projets dans ces secteurs et d'un rééquilibrage majeur des finances publiques. A cet égard, il faut relever que les recettes budgétaires n'ont pas atteint les prévisions reflétant ainsi les faiblesses dans l'administration fiscale et douanière, des difficultés enregistrées dans les secteurs des mines, du pétrole et des télécommunications et du recul des flux commerciaux avec le Nigeria. En conséquence, les dépenses ont été maintenues en dessous des montants budgétisés tout en protégeant (au maximum possible) les dépenses prioritaires. Ainsi, le solde de base (hors dons) se situe à 12,5% du PIB en 2017 contre 12,1% en 2016 tandis que le solde global (dons compris) est ressorti à 5,2% en 2017 et 6,1% en 2016. La mission du FMI se réjouit également de la bonne performance des recettes budgétaires au premier trimestre de 2018 marquant cependant un retournement de tendance, les recettes budgétaires attendues pour l'ensemble de l'année étant à portée de main. En 2018 et 2019 le solde global (dons compris) se situerait respectivement à 6,4% et 5,6% pour atteindre 3,0% en 2020 (en ligne avec le critère de convergence UEMOA d'un déficit en dessous de 3%).

Le programme « Facilité étendue de crédit » (FEC) pour la période 2017-2020 a été formulé lors de la mission des services du FMI de décembre 2016. Ce programme vise à consolider la stabilité macroéconomique et à favoriser une croissance élevée et équitable, à accroître les revenus et à créer des emplois, tout en renforçant les fondements d'un développement durable. L'augmentation de l'espace budgétaire et la poursuite de l'amélioration de la gestion des finances publiques et de l'efficacité des dépenses afin de faciliter la réalisation des objectifs de développement du pays, en particulier le financement des infrastructures et dépenses sociales, font parties intégrantes du programme. Deux missions de revue du programme par les services du FMI ont lieu en décembre 2017 et avril 2018. Les conclusions de la dernière mission de revue, qui s'est déroulée du 28 mars au 10 avril 2018, ont relevé que la stabilité macroéconomique, en dépit de sérieux problèmes sur le plan de la sécurité, du bas niveau persistant des prix du pétrole et de l'uranium, ainsi que du ralentissement économique dans la région, est sous contrôle. La croissance du PIB réel devrait se situer à 4,9% en 2017 (contre une prédiction de 5,2%) soutenu par le rebond de la production pétrolière et une forte activité dans les secteurs des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) et des télécommunications; elle s'établirait à 5,2% en 2018 principalement grâce aux secteurs de l'énergie et des services, et à l'activité de construction liée aux préparatifs du sommet de l'union africaine de 2019. Il devrait augmenter davantage à moyen terme en lien avec les efforts de réforme et l'absorption de l'aide extérieure issue de la table ronde du PDES à Paris, surtout à l'expansion du secteur des industries extractives et à l'augmentation des investissements publics et privés.

Tous les critères de réalisation quantitatifs pour décembre 2017, notamment les critères relatifs à la non accumulation des arrières extérieurs, à la concessionnalité de la dette extérieure, aux soldes budgétaires, aux dépenses de réduction de la pauvreté et au financement intérieur net du gouvernement, ont été respectés. Toutefois, les recettes budgétaires ont été inférieures aux niveaux attendus, reflétant en partie la réduction des taxes sur les télécommunications, le report des ventes de licences de télécommunications et des circonstances économiques défavorables échappant au contrôle du gouvernement. Les objectifs de déficit budgétaire et de réduction des arrières de paiement intérieurs ont également été atteints. La mission du FMI se réjouit également de la bonne performance des recettes budgétaires au premier trimestre de 2018 marquant cependant un retournement de tendance, les recettes budgétaires attendues pour l'ensemble de l'année étant à portée de main. Sous réserve de l'accord de la Direction générale et du Conseil d'administration un décaissement est attendu en juin 2018.

### ***1.2.3. Gestion des finances publiques (GFP)***

#### ***1.2.3.1 Caractéristiques générales***

L'espace fiscal du Niger est constitué essentiellement des ressources budgétaires internes, de l'aide publique au développement (aide projet et appui budgétaire) et des obligations des bons et titres du trésor. Le financement extérieur représente en moyenne 40% du budget dont 5% pour les appuis budgétaires. On note également que la gestion des arriérés de paiements qui a soulevé souvent des préoccupations majeures entre les autorités nigériennes et les PTFs, s'est améliorée de manière substantielle (réduction des arriérés de paiement à fin décembre 2017 était de 43.4 milliards de FCFA). Il ressort de l'évaluation "Public Expenditure and Financial Accountability (PEFA) 2016, que seulement 4 indicateurs sont notés B, 6 indicateurs obtiennent la note C et les 21 autres indicateurs portent la mention D. Les indicateurs notés B sont relatifs à la gestion de la dette (PI-13), au processus de préparation du budget (PI-17), l'examen des budgets par le pouvoir législatif (PI-18), la gestion des marchés publics (PI-24). Au niveau de la mobilisation des ressources internes, l'évaluation "Tax Administration Diagnostic Assessment Tool" (TADAT) 2017 a relevé les faiblesses performances de l'administration fiscale (voir section DMR). Sur l'ensemble des indicateurs (28 au total), un seul a reçu la note A et 7 notes C; les 20 autres ont la note D.

Au niveau de l'audit, la cour des comptes et l'agence de régulation des marchés publics dressent des rapports annuels qui sont disséminés et publiés en ligne. Toutefois, il est à relever un faible degré de mise en œuvre des recommandations des rapports d'audits publiés sur les années 2015 et antérieures.

Sur la base de ce diagnostic du PEFA, le plan de réformes de GFP 2017-2020 a été formulé et adopté. Il est en lien avec le plan de développement économique et social (PDES) adopté par le gouvernement et le document d'orientation économique (DOE) convenu avec les institutions des Brettons Woods. Ce plan, adopté en février 2017, comporte les axes prioritaires suivants: (i) mise en œuvre et internalisation effective du cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA; (ii) amélioration de la mobilisation et du contrôle des ressources internes et externes; (iii) maîtrise et rationalisation de la gestion des dépenses publiques; (iv) amélioration de la transparence des finances publiques; (v) amélioration de la budgétisation axée sur les politiques publiques; (vi) Renforcement des contrôles à posteriori. Sur le plan opérationnel, un plan d'activités annuel (PAA) pour l'année 2018 a été élaboré et adopté, après le bilan du PAA 2017, avec l'implication de l'ensemble des acteurs et parties prenantes. Ces programmations sont cohérentes avec les défis à court et moyen terme du secteur des finances publiques du Niger. Le Plan de Réforme de la Gestion des Finances Publiques (PRGFP) 2017-2020 dispose d'un arrangement institutionnel de suivi, d'évaluation et de pilotage (comité technique et comité de pilotage) d'une part, et d'un reporting trimestriel et annuel d'autre part. Trois réunions desdits comités se sont tenues au cours du premier semestre 2018. Les principaux points soulevés par les PTF lors de ce dialogue politique sont: (i) l'accélération de l'internalisation des textes issus des directives UEMOA par l'exécution des feuilles de route relative à la budgétisation par programme et à la déconcentration de l'ordonnancement; (ii) la signature rapide du cadre de concertation Etat-PTFs pour le suivi des appuis budgétaires; (iii) l'amélioration de la contribution financière de l'état à la mise en œuvre des réformes de GFP. En outre, les principaux défis sont, entre autres, l'amélioration de la crédibilité budgétaire, l'accélération de la déconcentration budgétaire et de l'ordonnancement vers les ministères sectoriels ainsi que la mise à jour de l'application informatique de la gestion budgétaire et comptable, afin de prendre en compte les impacts des textes issus des directives UEMOA.

La contribution de l'état à la mise en œuvre des réformes s'opère à travers des ressources humaines, matérielles et financières des différentes structures intervenant dans la mise en œuvre du PRGFP (notamment la Direction générale des réformes financières, la Direction générale du budget, la Direction générale des impôts, les douanes, la Cour des comptes, etc.). En outre, selon les données de l'exécution budgétaire 2017, un montant de 1 700 000 EUR (soit environ 1,5% des dépenses totales du ministère des finances) a été dépensé à travers

plusieurs lignes budgétaires spécifiquement liées aux réformes (appuis aux missions de revue, modernisation des administrations économiques et financières et autres dépenses pour les réformes).

Un plan d'actions 2018, décliné du PRGFP 2017-2020 a été élaboré et adopté par le même comité du pilotage du 2 février 2018. Il a été bâti sur la base du bilan du PAA 2018 et s'articule entre autre autour des actions d'internalisation des directives de l'UEMOA (budget des programmes sectoriels et les applications informatiques nécessaires, plan comptable de l'état), réformes douanières et informatisation des procédures douanières, le renforcement des régies pour la mobilisation des ressources internes, le reporting financier et la transparence, la coordination et le pilotage des réformes. Au niveau technique, le dialogue sur la gestion des finances publiques est continu. Ce dialogue se matérialise par la tenue des réunions du comité technique de suivi et du comité de pilotage du PRGFP. Le dialogue politique, à haut niveau, est beaucoup plus limité. Les réunions sont peu régulières et souvent organisées en bilatéral. La création d'un cadre global de partenariat et de suivi des programmes d'appuis budgétaires, regroupant les PTF et le gouvernement a été demandée par l'UE et d'autres PTF, afin de disposer d'un cadre harmonisé, d'une matrice commune des mesures de réformes et pour l'organisation des revues conjointes. La demande a été positivement accueillie par le ministère de l'économie et des finances (MEF) et fait partie du plan d'actions intermédiaire pour l'année 2016.

#### *1.2.3.1- Aspects sectoriels de la gestion budgétaire et financière*

Le Niger accorde une priorité budgétaire absolue au secteur de l'éducation dans toutes ses dimensions. L'évolution de la part des dépenses courantes du secteur par rapport aux budgets annuels de ces dernières années est une preuve même si par ailleurs cet effort reste insuffisant au regard de la demande sociale résultante de la pression démographique. Une évaluation récente des priorités du gouvernement dans le secteur éducatif montre la prépondérance accordée aux ressources humaines (recrutements massifs), et à la réalisation des infrastructures scolaires et administratives. Les dépenses totales réalisées dans le secteur de l'éducation (Min. Enseignement primaire, Min. Enseignement Secondaire, Min. Enseignement Supérieur et Recherche et Min. de la Formation Professionnelle et Technique) s'élèvent à 225,3 milliards de FCFA en 2017 contre 246,5 milliards FCFA en 2016 et 258,07 milliards FCFA en 2015. Ces dépenses réalisées dans le secteur représentent 19% du budget total (hors dette) en 2017 contre respectivement 20% et 17% en 2016 et 2015. Au niveau de la participation privée, on peut noter que la mobilisation financière des Comités de Gestion des Etablissements scolaires (COGES), s'établit à 11,71 milliards sur la période 2014-2016, soit une moyenne de 2,34 milliards par an. Ces contributions des COGES ont atteint 10,8% du budget du MEP en 2016 et en moyenne 10% entre 2013-2014.

Au titre de l'enseignement primaire, les dépenses publiques du sous-secteur représentent 53% des dépenses totales de l'éducation en 2017 contre 54,8% en 2016 et 53,6% en 2015; d'où un respect des engagements de Bamako (2000). En outre, la part des dépenses totales de l'enseignement primaire dans le budget total de l'état (hors dette), est de 9,9% en 2017, 11% en 2016 et 8,9% en 2015. Au regard de l'importance du nombre des écoles privées au niveau des zones urbaines, on peut noter que la contribution du secteur privé et des ménages dans le financement de l'éducation au Niger devient de plus en plus importante. Au niveau du financement, il convient de souligner que la composante "accès" absorbe 86% des ressources au titre de la période 2004-2014, suivie par la composante "qualité" avec 7,1% et le "pilotage" 6,8% (source: Bilan du Programme Décennal de Développement de l'Education - PDDE). Le plan annuel d'activités du PSEF 2017, consacre également 76,7% des ressources prévisionnelles à l'accès, 9,1% à la qualité et 14,1% au pilotage et gouvernance du secteur (source: aide-mémoire de la revue conjointe janvier 2017).

La contribution du financement extérieur s'établit à 14% des dépenses réalisées en 2017, 11%

en 2016 et 4% en 2015. En outre les investissements publics du ministère de l'enseignement primaire sont réalisés à 93,5% sur ressources extérieures en 2017 et 81% en 2016. Au titre des prévisions pour l'année 2018, la contribution des ressources extérieures serait de 7,7% pour le budget total du ministère et 71,3% pour les investissements. Cela montre que la réalisation des infrastructures et des équipements, composantes principales de l'offre éducative, dépend en bonne partie de l'aide extérieure. Néanmoins, il faut signaler que souvent le niveau de réalisation des infrastructures financées par des projets extérieurs est faible.

S'agissant des subventions et transferts, les pécules des enseignants contractuels atteignent 91% des dépenses totales de transferts/subventions. Ces dépenses sont entièrement exécutées dans les régions et départements. Le montant des pécules était de 48,3 milliards FCFA en 2017, soit 58,9% de la masse salariale des ministères du secteur (Situation de l'exécution 2017, provisoire). Enfin, les activités des "Capacity Building Programme for Education" (CAPED) et des CGDES disposent des lignes budgétaires dont les montants paraissent faibles par rapport aux principales fonctions et atteintes desdits organes. En effet, les dépenses réalisées pour les activités des CAPED sont de 0.504 milliard FCFA en 2017 contre de 580 millions de FCFA en 2015 et 2014.

Enfin, les investissements publics financés par l'Etat et les PTFs restent le principal outil de développement du secteur pour ce qui concerne la constitution et de l'entretien du stock de capital, principalement la réalisation des classes primaires et des infrastructures, des matériels techniques et scolaires. Des efforts importants sont réalisés dans le domaine et la transformation des classes paillotes en matériaux définitifs. Les infrastructures scolaires réalisées sur ressources domestiques représentent 5.7 milliards de FCFA en 2015 contre 29.2 milliards de FCFA en 2014 (année exceptionnelle). Certaines composantes du portefeuille de projets/programmes du ministère de l'enseignement primaire concourent également à la réalisation des infrastructures administratives et scolaires. Le niveau des dépenses relatives à l'acquisition de matériel informatique démontre encore une fois de plus la faible modernisation des administrations centrale et déconcentrée du secteur (196 millions FCFA en 2014 et 70 millions de FCFA en 2015). La nécessité de disposer des données statistiques de qualité et à temps devrait militer pour une meilleure dotation des services d'équipements techniques et informatiques adéquats.

En outre, il est à relever que le niveau des crédits affectés aux régions et départements reste encore limité par rapport aux dotations budgétaires totales du secteur. Les crédits délégués aux structures régionales et départementales des ministères en charge de l'éducation sont de 59,9 milliards FCFA en 2017, soit 44,4% des dépenses totales hors masse salariale. Ceux relatifs au ministère de l'enseignement primaire s'élèvent à 40,02 milliards FCFA en 2017 contre 63 milliards de FCFA au 31 décembre 2015 et 93 milliards de FCFA en 2014. Ainsi, selon la nature des dépenses réalisées, les crédits délégués représentent 92,7% pour les subventions/transferts. Cette décomposition des crédits délégués par nature de dépense confirme l'importance de l'offre d'éducation dans les régions et départements, autre que la capitale (Niamey) d'une part et la délégation de la gestion des pécules des contractuels de l'enseignement par les structures déconcentrées d'autre part.

Au niveau du ministère de l'enseignement secondaire, les dépenses totales représentent 55,35 milliards FCFA en 2017, soit 4,6% des dépenses totales de l'état (hors dette) contre 4,3% en 2016 et 2,8% en 2015. La contribution du financement extérieur au développement du secteur secondaire de l'éducation, principalement à la réalisation des investissements publics, est respectivement de 13,5% et 8,9% en 2017 et 2016. La structure des dépenses publiques reste la même que pour l'enseignement primaire, avec une prépondérance des dépenses des ressources humaines, des subventions et des investissements publics.



Quant à la gestion du personnel et de la paie au niveau sectoriel, elles sont assurées par la direction de la solde du ministère des finances en collaboration avec la direction des ressources humaines (DRH) du ministère de l'enseignement primaire et les services techniques du ministère de la fonction publique. Toutefois, le système informatique intégré de la gestion de la solde ne concerne que le ministère des finances et celui de la fonction publique; les départements sectoriels ne sont pas encore connectés à cette application. Au niveau de l'effectif du personnel, les contractuels de l'éducation de base représentent en moyenne plus de deux tiers du personnel. Ces contractuels de l'éducation de base sont régis par un statut particulier. Leurs rémunérations occupent une place prépondérante dans les dépenses de transferts courants et leurs processus de paiement desdits pécules impliquent plusieurs acteurs, plus que ceux impliqués dans la gestion de la solde des fonctionnaires du ministère de l'enseignement primaire. Ces acteurs sont entre autres, les inspecteurs départementaux (qui élaborent d'abord les états de mandatement et puis les états de paiement), les Directeurs régionaux, les Gouverneurs des régions, les contrôleurs financiers régionaux et les payeurs du trésor (régionaux et/ou départementaux). Un nouveau système informatique intégré, avec biométrie, est en cours de développement avec le projet capacités et délivrance des services publics (IDA). Ce nouveau système serait opérationnel et déployé fin septembre 2018.

#### ***1.2.4. Transparence et contrôle du budget***

La transparence budgétaire et la diffusion de l'information budgétaire se sont substantiellement améliorées ces dernières années. Les autorités nigériennes ont multiplié les initiatives pour diffuser les informations budgétaires auprès des citoyens. Cela passe notamment par des relais de la société civile et l'organisation des réunions de présentation des projets de budget à la société civile, au secteur privé et aux PTFs. Par ailleurs, les documents budgétaires et les exposés de motifs des lois des finances ainsi que les rapports périodiques (trimestriels et annuels) d'exécution budgétaire sont désormais régulièrement publiés sur le site web de l'Institut National de la Statistique ([www.stat-niger.org](http://www.stat-niger.org)), du ministère des finances ([www.finances.gouv.ne](http://www.finances.gouv.ne)), et de la Direction générale des Impôts (<http://www.impots.gouv.ne>). Un résumé sommaire des exposés de motifs des lois de finances est également inséré dans les journaux. Les lois de finances sont également publiées au Journal Officiel, qui est édité et librement accessible aux citoyens. Les rapports annuels et trimestriels d'exécution du budget de l'Etat ainsi que les lois de règlement sont régulièrement élaborés et publiés. Par ailleurs, un effort important a été observé dans le rattrapage des retards dans la production et l'adoption des comptes de gestion et des lois de règlement, avec la transmission de la loi de règlement de l'exercice 2016 et des comptes de gestion 2016 à l'Assemblée Nationale. Par ailleurs, on peut se réjouir que tous les documents et informations prévus aux dispositions de l'article 46 de la Loi organique relative aux lois de finance (LOLF) 2012 (un rapport définissant l'équilibre économique et financier, les résultats connus et les perspectives, plan de trésorerie prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat, du document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle, des documents de programmation pluriannuelle des dépenses, ....) sont complétés avec la loi des finances 2018.

Le Parlement a approuvé en mars 2014 la loi sur la transparence budgétaire. Les débats de l'assemblée nationale sur le projet de loi de finances et son adoption sont publics et couverts par les radios et la télévision nationale. En 2014, la Direction générale des marchés publics a été réorganisée et de nouveaux textes responsabilisant les membres des commissions ont été adoptés. Concernant les contrôles de la Cour des comptes, celle-ci a vu ses effectifs renforcés en 2013 avec la nomination de 13 nouveaux conseillers. La 4<sup>e</sup> chambre de la cour, chargée de la discipline budgétaire et financière, a démarré ses activités et a diffusé le rapport 2012. En 2015, l'Inspection des finances est devenue une entité autonome au lieu d'une direction générale. Les rapports publics généraux de la Cour des comptes et de l'Inspection Générale des Finances (IGF) ainsi que ceux de l'audit des marchés publics sont régulièrement publiés et

mis en ligne. La Direction générale du contrôle financier a également été réorganisée et a vu la création des postes de contrôleurs financiers régionaux. Auparavant, un débat d'orientation budgétaire (DOB) a été organisé par le parlement et le ministère des finances, pour la loi des finances 2018 et celle de 2019.

S'agissant de l'initiative EITIE (Extractive Industry Transparency Initiative), une mission du secrétariat de l'EITIE venue à Niamey en mars 2018 a permis de relancer le processus de réintégration du Niger. Dans cette optique, un nouveau secrétariat permanent de l'EITIE Niger a été nommé en avril 2018 et une feuille de route établie. Cette mission du siège de l'EITIE et la nomination du nouveau secrétaire permanent de l'EITIE Niger, constituent un signal fort de l'engagement des autorités politiques pour un retour rapide du Niger à l'EITIE. La Délégation de l'Union Européenne (DUE) et les autres PTFs pourvoyeurs d'appui budgétaire (BAD, Banque Mondiale) ont beaucoup contribué à ce rapprochement et à cette dynamique retrouvée.

Au total, la situation de la transparence s'est détériorée à la fin de l'année 2017 en raison des faibles notes obtenues à l'IOB 2017 et la suspension du Niger à l'EITIE. Néanmoins le gouvernement poursuit la publication des documents budgétaires (loi des finances, rapports d'exécution budgétaire) en ligne. Au regard des résultats de la mission du secrétariat de l'EITE au Niger et de l'engagement des autorités nigériennes dans la redynamisation du secrétariat permanent EITIE Niger ainsi que les points du dialogue politique axés sur la transparence, la Délégation de l'UE estime que la condition générale relative à la transparence budgétaire et au contrôle reste validé.

## **2. RISQUES ET HYPOTHESES**

<b>Risques</b>	<b>Niveau de risque (E/M/F)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
Vulnérabilité aux épisodes climatiques et aux variations des prix internationaux des produits miniers et alimentaires	<b>Elevé.</b> La vulnérabilité aux chocs extérieurs constitue la principale faiblesse de l'économie nigérienne	Appui au Dispositif national de gestion et prévention des crises alimentaires afin de réduire la vulnérabilité des populations et d'assurer un financement plus stable de la réponse aux crises
Croissance démographique galopante	<b>Elevé,</b> risquant d'anéantir tous les efforts en vue du développement socio-économique du pays	Politiques de planification familiale, promues également par le dialogue politique
Aggravation de l'insécurité en lien avec la situation dans la sous-région	<b>Elevé,</b> malgré les mesures adoptées au niveau national, et de la dynamique de gestion de l'insécurité dans un cadre régional	Maintien des mesures sécuritaires et de la concertation au niveau régional
Le niveau de recettes internes ne correspond pas aux prévisions budgétaires	<b>Elevé.</b> La mobilisation des recettes domestiques reste modeste, malgré une certaine maîtrise des exonérations. En conséquence, les hypothèses de financement de la politique de développement, qui reposent sur une progression sensible du taux de pression fiscale peuvent se révéler surestimées.	L'amélioration du taux de pression fiscale, passant de 18,4% du PIB en 2015 à 18,6% en 2016 traduit une augmentation des recettes fiscales qui résulte des mesures de renforcement de l'administration fiscale et douanière
Faibles dans le système de gestion du secteur	<b>Moyen.</b> Le gouvernement a entrepris une série de réformes afin de combler le	Soutien politique et technique aux initiatives du

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
public susceptibles d'être exploitées à des fins de corruption, y compris dans le secteur de l'éducation	problème de la mais qui tardent à donner des résultats	gouvernement dans la lutte contre la corruption et à la mise en place de systèmes de suivi des recommandations de la Cour de Comptes et d'autres instances de contrôle
Baisse dans les ressources budgétaires allouées au secteur de l'éducation	<b>Moyen.</b> Le gouvernement a contribué de manière constante voire croissante au secteur de l'éducation en y allouant une partie importante de son budget. Les PTF y contribuent également. Toutefois les aléas du contexte sécuritaire pourraient amener à une diversion des ressources vers d'autres priorités que l'éducation	Dialogue politique des PTF avec le Gouvernement
Faiblesse du leadership dans la mise en place de politiques en faveur des groupes vulnérables	<b>Moyen.</b> Le gouvernement a initié des mesures visant la réduction des disparités et la protection des droits des groupes vulnérables, telles que des lois en faveur de la scolarisation des filles, de lutte contre le mariage précoce, mais les avancées dans la finalisation du processus législatif et son application sont limitées	Action gouvernement et société civile. Dialogue politique
Faible capacité pour la mise en œuvre des politiques publiques et des réformes dans le secteur de l'éducation	<b>Moyen.</b> Bien que le secteur ait enregistré des progrès importants dans le secteur, des insuffisances persistent en matière de coordination, planification, gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Renforcement des capacités des acteurs concernés à travers l'appui complémentaire; dialogue politique

#### **HYPOTHESES**

- Stabilité politique, institutionnelle et sécuritaire, qui pourraient être compromises en cas de non-intervention;
- Maintien de l'engagement du Gouvernement dans les secteurs sociaux, spécialement l'éducation;
- Maintien et renforcement du dialogue politique avec le Gouvernement du Niger;
- Maintien et renforcement de l'orientation réformatrice dans l'éducation;
- Maintien et renforcement de la gestion dans la réforme des finances publiques, notamment en ce qui concerne la mobilisation des ressources intérieures et extérieures et la qualité de la dépense.

### **3. ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES**

#### **3.1. Enseignements tirés**

La mise en œuvre du programme s'appuie, d'une manière générale, sur les enseignements tirés des conventions précédentes d'appui budgétaire général, à savoir: la nécessité d'établir un lien de confiance pour un dialogue ouvert et sincère sur les politiques, la puissance limitée de l'appui budgétaire en tant que levier s'il n'y a pas une appropriation adéquate de la part des autorités<sup>1</sup>, la pertinence des indicateurs et la disponibilité de sources de vérification fiables comme pièce maitresse pour bâtir un dialogue constructif.

<sup>1</sup> Synthesis of Budget Support Evaluations, November 2014

D'une manière plus spécifique, l'action s'appuie sur des leçons apprises de la mise en œuvre du PDDE, qui ont également orienté le PSEF: (i) l'important élargissement de l'offre ne s'est pas fait de manière uniforme, en termes d'accès et de maintien dans le système éducatif de certains groupes (comme les filles et les résidents en milieu rural), et en termes de qualité de l'enseignement, qui a plutôt stagné ou s'est même détériorée; (ii) la gouvernance du secteur, de tendance conservateur et politisé, reste faible, surtout en ce qui concerne la coordination, la planification et la gestion des ressources humaines et financières, ce qui représente un obstacle à la pérennisation des bonnes pratiques; (iii) des questions pourtant essentielles pour assurer la qualité du système ont été négligées, telles que le suivi du temps scolaire, le processus de décentralisation y inclus en ce qui concerne la dépense (ex. paiement des enseignants), la gestion de carrière des enseignants, le soutien et suivi pédagogique des établissements scolaires et du personnel, et les processus de qualité dans la production des données statistiques; (iv) le potentiel des Comités de Gestion Scolaire COGES, aujourd'hui Comités de Gestion Décentralisée des Etablissements Scolaires CGDES, créés en 2003, n'a pas encore été suffisamment exploité, alors que s'ils étaient renforcés il ouvriraient la voie à une plus grande décentralisation et à une participation plus large à la gestion de l'école, et donc indirectement à un meilleur suivi de la qualité de l'éducation; (v) si la concentration des PTF dans l'enseignement primaire a contribué à l'amélioration de l'accès à l'éducation de base, d'autres segments de l'éducation, pourtant structurants pour la mise en place d'un système soutenable, sont négligés et sous-financés, comme le développement de la petite enfance, de l'enseignement technique et professionnel et de l'enseignement secondaire.

Par ailleurs, l'approche réformatrice constatée au cours de la mise en œuvre du PSEF, intervenant sur un système éducatif marqué par une faiblesse généralisée au niveau de la gouvernance, a parfois eu des effets de déstabilisation d'ordre organisationnel. Ceci est le cas, en particulier, de l'initiative prise par le MEP/A/PLN/EC de conduire une évaluation des enseignants contractuels afin d'adresser le problème de la faible qualité des enseignements, dont les résultats ont conduit au licenciement de milliers de personnes, perturbant ainsi le fonctionnement des écoles au cours de l'année en question. Le principal enseignement à tirer de cette initiative est que la complexité de certaines réformes nécessite, d'une part d'un fort engagement politique afin de poursuivre le processus entamé, et d'autre part d'une capacité d'anticipation des conséquences pratiques entraînées par les initiatives liées à ces mêmes réformes.

### **3.2. Complémentarité, synergie et coordination des donateurs**

L'action s'inscrit, au travers des réformes promues et de l'appui complémentaire, dans la continuité et dans l'approfondissement de la composante « éducation » du Contrat de Bonne Gouvernance et de Développement I (CBGD/SBC I), qui avait déjà ciblé les problématiques de l'accès, de la qualité et de la gouvernance (ex. statistiques) au niveau de l'enseignement de base. L'harmonisation de l'aide est assurée par le fait que l'action s'inscrit dans le cadre institutionnel et stratégique défini par le PSEF. En termes de coordination du PSEF, son pilotage est basé à la Primature, s'organise aux niveaux central et régional et repose sur des instances d'orientation et de suivi technique impliquant les six ministères sectoriels concernés, ainsi que le ministère des finances, les PTF et les Organisations de la Société Civile (Comité de pilotage, Groupe des Partenaires Locaux du secteur de l'Education (GPLE) et les instances correspondantes au niveau régional). Des groupes thématiques (GT/GPLE), portant sur la gouvernance, pilotage et planification régionale, la qualité et l'accès, ont été mis en place en 2015, et sont partiellement opérationnels.

La coordination et le dialogue politique du secteur de l'éducation entre les PTF et le Gouvernement sont assurés par un cadre de partenariat spécifique. Ce dispositif, dont le chef de file a été l'AFD jusqu'en avril 2017 et est l'Union européenne (avec l'UNICEF en tant qu'adjoint) depuis mai 2017 pour un mandat de deux ans, se réunit régulièrement. Son

objectif général est de renforcer la concertation entre ces parties et d'améliorer la mobilisation et l'utilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre du PSEF à travers un cadre harmonisé, en cohérence avec la stratégie de développement du pays.

Un acteur majeur du secteur est le partenariat développé autour du PAEQ (Partenariat Mondial pour l'Education (PME), BM, AFD, Suisse), ainsi que les acteurs impliqués dans le processus de mise en place progressive du fonds commun sectoriel de l'éducation et de la formation, conformément aux orientations du PSEF: Luxembourg dans une première phase, qui interviendra dans le sous-secteur de l'enseignement technique et professionnel dans la perspective de l'élargissement de cet instrument aux autres sous-secteurs. Des synergies et complémentarités seront essentielles entre l'appui de l'UE et les autres acteurs engagés autour de ce mécanisme, sous le leadership et la coordination du gouvernement et dans le cadre de référence commun qu'est le PSEF.

La complémentarité et la synergie de l'action avec les interventions des autres PTF sont également assurées, en ce qui concerne les questions générales liées à l'instrument de l'aide, par la poursuite du mécanisme de coordination des bailleurs de fonds intervenant sous forme d'appui budgétaire mis en place sous l'initiative de l'UE et de la Banque Mondiale. D'une manière plus spécifique, en ce qui concerne la coordination des donateurs en matière de finances publiques, le rôle de chef de file est assuré par la Délégation de l'UE. En outre, la mise en place d'un cadre de concertation Etat/PTF pour les programmes d'appui budgétaire semble pouvoir finalement aboutir suite à la fusion des ministères des finances et du plan. Cette action s'inscrit également dans le processus de programmation conjointe qui doit guider le futur de la politique de coopération au développement de l'UE au Niger. En effet, les secteurs sociaux ont été identifiés comme un des trois axes prioritaires d'intervention européenne. Le programme reste aussi complémentaire aux autres programmes et actions FED en cours et à venir, notamment le Contrat relatif à la construction de l'appareil de l'Etat (SBC II) et l'appui budgétaire sectoriel à la sécurité alimentaire.

Enfin, le programme est complémentaire aux interventions du nouveau financement du Partenariat mondial pour l'éducation (PME), qui suit celui accordé pour le PAEQ, octroyé au Niger, pour un montant de 85,1 millions USD, pour promouvoir une éducation équitable et de qualité pour tous.

### **3.3. Questions transversales**

La prévention/gestion des conflits: Le Niger est caractérisé par une multiplicité des facteurs de risques de conflits qui compromettent ses efforts de développement. Leur récurrence et leur impact sur la paix et la sécurité ont été mis en évidence par l'analyse des facteurs des conflits réalisée par les Nations Unies en 2014. Les divers mécanismes mis en place pour les prendre en charge se caractérisent par l'absence d'interaction entre eux faute d'un cadre approprié assurant une convergence des actions. Dans le domaine de l'éducation en particulier, sont fréquents les conflits collectifs (revendications, grèves et manifestations des enseignants – surtout les contractuels – d'une part, et des élèves et étudiants d'autre part); ceci influe d'autre part sur la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage (en termes de temps scolaire et de motivation réduits) ainsi que sur la dépense publique. La définition de mesures allant vers la résolution des problèmes de fond du secteur, qui font l'objet des revendications, ainsi que l'amélioration des espaces de dialogue, sont nécessaires pour inverser cette tendance.

La lutte contre la corruption: La corruption est un sujet de grande préoccupation au Niger du fait de son ampleur et de son caractère multidimensionnel mis en évidence par les résultats de divers études et rapports. Outre la diminution de la qualité des services et la déstabilisation des choix stratégiques qu'induit la corruption, celle-ci perturbe aussi l'efficacité des mécanismes de contrôle. Ce dernier point est particulièrement valable en ce qui concerne le

secteur de l'éducation, qui de par sa nature présente des facteurs de risque élevés (volume important de processus de passation de marchés pour la construction des écoles, et de recrutements des enseignants titulaires et contractuels, ainsi que suivi au niveau local de leur présence et performance), d'autant plus qu'il absorbe une partie considérable du budget de l'Etat. Les reformes du secteur devront prendre en compte ces facteurs au niveau de leur conception et mise en œuvre.

Le genre : En dépit de la ratification par le Niger des conventions internationales qui prônent l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, de la mise en place d'une Politique Nationale Genre, ainsi que de l'existence de dispositions constitutionnelles qui vont dans le sens de cette égalité des chances, l'analyse des rapports de genre fait état de disparités significatives en faveur des hommes, comme le montre l'Indice d'égalité de genre (opportunités économiques, développement humain, lois et institutions) qui classe le pays à la 149<sup>e</sup> place en 2013. Les femmes, en milieu rural notamment, souffrent d'une certaine marginalisation qui réduit leur accès aux opportunités diverses - au point que la pauvreté a un visage féminin au Niger. La prise en compte des questions de genre est pourtant essentielle pour la consolidation de la stabilité économique et le progrès social du pays. En particulier, l'amélioration de l'accès des filles, surtout les plus vulnérables - dont celles résidentes en milieu rural - à l'éducation, est déterminant pour le développement social, la lutte contre le mariage précoce et le renforcement de l'Etat de droit, la maîtrise démographique et le développement économique à travers leur autonomisation. Des avancées sont constatées, au niveau du cadre juridique et institutionnel. A ce titre, le Niger a adopté en novembre 2017 une Stratégie nationale de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre (VBG 2017-2021) et un décret sur l'extension de la scolarisation des jeunes filles (décret n° 2017-935/PRN/MEPAPLN/EC/MES du 5 décembre 2017) portant sur la protection, le soutien et l'accompagnement de la jeune fille en cours de scolarité. L'Observatoire national pour la promotion du genre, depuis 2017, est rattaché au Cabinet du premier ministre.

## **4. DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **4.1. Objectifs/résultats**

L'**objectif global** du programme est d'aider le gouvernement du Niger à éradiquer la pauvreté, à promouvoir une croissance durable et inclusive et à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique.

Cet objectif global est en ligne avec les orientations du Programme Indicatif National. Ce programme s'inscrit dans l'Agenda 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement l'objectif de l'ODD 4 "garantir une éducation de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous", mais il favorise aussi les progrès vers l'obtention de l'ODD 5 "parvenir à l'égalité entre les sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles". Cela n'implique pas d'engagement de la part du Niger qui bénéficie de ce programme. Le programme contribuera également à la mise en œuvre du Plan d'action de La Valette, en particulier dans le domaine 1.1 "Investir dans le développement et l'éradication de la pauvreté" et permettra de réduire dans le futur les flux migratoires irréguliers. En effet, il contribuera d'une part à améliorer les conditions pour le développement socio-économique du pays, compte tenu de son appui au système de l'éducation dans une approche holistique (incluant tant l'éducation de base que la formation professionnelle et l'enseignement supérieur), et d'autre part à renforcer la résilience par le ciblage des zones de départ de migrants et des plus vulnérables (en particulier les filles et les populations résidentes en milieu rural), y inclus les personnes déplacées.

Les objectifs spécifiques sont les suivants:

- accroître la capacité du gouvernement en vue de la réalisation des objectifs fixés en

matière de politique sectorielle dans l'éducation;

- répondre aux besoins essentiels de la population pour un accès élargi et équitable à une éducation de base de qualité et à la formation professionnelle.

Les produits attendus de cette intervention sont les suivants:

OS1 / Produit 1 - Gestion des ressources humaines du secteur de l'éducation améliorée, notamment par une meilleure connaissance (recensement) et suivi (base de données et états du personnel) de l'ensemble du personnel enseignant d'une part, et la mise en place et opérationnalisation d'un dispositif de gestion de l'absentéisme des enseignants d'autre part (ce qui impacte à la fois sur le temps d'apprentissage des élèves et sur les finances publiques);

OS1 / Produit 2 - Gestion des ressources financières du secteur de l'éducation améliorée, en particulier par la mise en place d'un système de paiement des enseignants déployés dans les régions du pays plus adapté aux besoins réels, compte tenu des effets néfastes de l'existant en termes d'absentéisme et d'efficacité et d'efficience (y inclus sur les finances publiques, vu le nombre très élevé des enseignants, surtout contractuels, affectés en dehors des centres urbains);

OS2 / Produit 1 - Gestion de la qualité des apprentissages scolaires renforcée, notamment par la mise en place et l'opérationnalisation d'un dispositif national de suivi des acquis scolaires, à partir des leçons apprises par les expériences d'évaluation menées au niveau régional (PASEC);

OS2 / Produit 2 - Qualité de l'enseignement améliorée, par le rehaussement progressif du niveau de qualification du personnel enseignant, en particulier des contractuels, conformément aux standards définis par la politique du secteur.

## **4.2 Principales activités**

### **4.2.1 Appui budgétaire**

Les activités principales comprendront :

- le transfert de 89 000 000 EUR d'appui budgétaire au cours des exercices budgétaires de 2016 à 2020;
- un dialogue continu avec le gouvernement sur la politique et les actions à mener, dans les domaines visés par les objectifs du programme;
- des efforts soutenus pour renforcer les capacités du gouvernement en matière de gestion des finances publiques (GFP), au travers notamment du programme d'appui complémentaire;
- un dialogue continu entre la Délégation de l'UE et les autres bailleurs de fonds pour coordonner et mieux aligner la coopération UE au développement afin d'éviter la redondance des activités et d'alléger les obligations de « reportage » qui pèsent sur le gouvernement;
- la surveillance régulière des critères d'éligibilité à l'appui budgétaire:
  - le suivi des développements macroéconomiques sera effectué dans le contexte des missions semestrielles du FMI et lors d'autres évaluations pertinentes, ainsi que dans le cadre d'un dialogue permanent avec le FMI;
  - les performances en matière de discipline budgétaire et d'exécution budgétaire seront évaluées régulièrement pour vérifier qu'elles ne s'écartent pas sensiblement des objectifs convenus ou qu'elles n'impactent pas la stabilité macroéconomique globale. Cette surveillance s'exercera à l'occasion de réunions régulières avec le gouvernement et les donateurs, dont le FMI;
  - le suivi des performances dans le domaine de la GFP sera réalisé sur la base de l'analyse GFP-PEFA, des rapports du FMI/Fonds africain de développement

(FAD), conformément à la feuille de route nationale établie pour les réformes de la GFP, et à partir d'autres analyses régulières ou ad hoc provenant du FMI, d'autres partenaires au développement ou organismes pertinents;

- le suivi de la réalisation des principaux objectifs nationaux de développement se basera sur les rapports d'avancement annuels et d'autres évaluations faites par l'UE ou des partenaires au développement;
- le suivi de la transparence budgétaire sera réalisé à travers la vérification de la mise à la disposition du public de la documentation appropriée.

#### **4.2.2 Appui complémentaire**

L'action comprend un volet d'appui complémentaire de 4 500 000 EUR, qui aura pour objectif premier de soutenir les processus nationaux internes visant à promouvoir le développement des capacités au niveau individuel, organisationnel et national, en vue de la mise en œuvre efficace de l'action. Une assistance technique sera recrutée à cette fin. Cette assistance technique pourra être appelée à remplir d'autres rôles, comme la fourniture de conseils, l'appui à la mise en œuvre et la facilitation ou la préparation de la coopération de l'Union européenne. Une subvention en attribution directe sera accordée à l'Institut national de la statistique, qui détient le monopole de droit sur la production des statistiques nationales, afin d'améliorer la production de statistiques du secteur de l'éducation et de la formation, de qualité en temps utile, des ministères couverts par l'action.

L'appui visera en particulier le développement des capacités de gouvernance et de gestion des politiques et du budget dans le secteur de l'éducation. Il s'agira notamment de renforcer les capacités institutionnelles et techniques des parties prenantes en charge de la mise en œuvre de l'action en matière de coordination, de planification, de programmation, de gestion budgétaire, d'information, des statistiques sectorielles et de suivi des performances. Parmi les sujets sur lesquels l'appui permettra de mobiliser, à la demande, de l'expertise externe en vue d'atteindre les objectifs escomptés de l'action et in fine du renforcement du système éducatif, se trouvent à titre d'exemple: la planification des ressources physiques et humaines (ex. révision de la carte scolaire), le renforcement du cadre institutionnel (ex. diagnostic institutionnel et révision du PSEF), la mise en place du cadre de gestion des ressources humaines de l'éducation (ex. recensement du personnel enseignant, appui à l'implémentation d'outils pour sa gestion), mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités (ex. appui à l'élaboration de modules de formation pour les ENI), renforcement des capacités pour la production de statistiques fiables en temps opportun.

Un appui d'un montant de 500 000 EUR est réservé au frais de communication et visibilité, d'évaluation et d'audit, ainsi que pour les imprévus.

#### **4.3 Logique d'intervention**

La logique d'intervention consiste à créer un espace budgétaire (via le transfert financier de 89 000 000 EUR en cinq tranches décaissées entre 2016 et 2020), à soutenir le dialogue technique et politique sur les réformes dans le secteur de l'éducation à travers le renforcement des instances existantes, à développer les capacités de gouvernance, de gestion et de mise en œuvre de l'état par l'appui complémentaire. En effet, ces intrants permettront d'une part d'augmenter la part de l'aide extérieure disponible dans le budget national, dont celle réservée au secteur de l'éducation, et de renforcer sa prévisibilité tout en réduisant les coûts de transaction, et d'autre part d'améliorer le dialogue sur les réformes essentielles, en particulier celles relatives à l'éducation de base et à la formation professionnelle. La priorité sera donnée à l'accès inclusif aux services d'éducation et de formation, à la gestion des ressources humaines et financières du secteur, ainsi qu'au renforcement de la qualité des apprentissages et de l'enseignement. Ceci contribuera en premier lieu à une utilisation plus efficace et



efficace des ressources, ainsi qu'à une meilleure qualité de la dépense publique et au renforcement de la coordination et de la gestion de l'aide extérieure dans le domaine visé. En deuxième lieu, cet appui contribuera à accroître la capacité du gouvernement en vue de la réalisation des objectifs fixés en matière de politique sectorielle dans l'éducation, et à répondre aux besoins essentiels de la population, pour un accès élargi et équitable à une éducation de base de qualité ainsi qu'à la formation professionnelle, en ciblant en particulier les filles et les enfants résidant en milieu rural. Dans cette perspective, l'autonomisation des femmes est également visée à terme. A travers cet appui dans le secteur de l'éducation, l'appui budgétaire de l'UE aidera le gouvernement du Niger, dans le long terme, à relever les défis de l'éradication de la pauvreté et de la promotion d'une croissance durable et inclusive, ainsi que de la consolidation et amélioration de la gouvernance démocratique et économique.

Les critères d'éligibilité et indicateurs de décaissement feront l'objet d'un suivi rapproché qui permettra en même temps d'identifier les avancées réalisées dans les réformes sectorielles qui seront promues et appuyées par le programme. Toutefois, ce suivi ne remplace pas le dialogue sur la politique sectorielle, beaucoup plus large et inclusive, et qui aura lieu dans les cadres de dialogue déjà existants. Les politiques visant l'égalité des genres et les droits de filles à l'éducation et à la formation ont été prises en compte dans la préparation du programme, au niveau des indicateurs et des domaines prioritaires d'intervention ; elles seront aussi un élément essentiel du dialogue sectoriel et politique de haut niveau autour de l'appui budgétaire. Le contrôle de la croissance démographique nécessite d'une bonne éducation des filles, qui a aussi comme corolaire une réduction des mariages précoces. Cet ensemble d'interventions peut ainsi contribuer à créer les bases pour une meilleure maîtrise de la croissance démographique.

La logique d'intervention est en synergie avec les engagements politiques du gouvernement à moyen terme (PSEF 2014-2024) et les processus de réforme en cours dans le domaine visé, qui constituent autant de cadres d'opportunités sur lesquels appuyer le programme, notamment, la mise en œuvre de la politique de réforme du système éducatif, de la politique économique et financière du gouvernement, et de la mise en œuvre des réformes.

## **5. MISE EN ŒUVRE**

### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure un avenant à la convention de financement avec le pays partenaire.

### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 322/2015.

### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire**

#### **5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire**

Le montant alloué est de 89 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire, de 4 500 000 EUR au titre de l'appui complémentaire. Ce montant repose sur la pertinence de la politique en

matière d'éducation, sur l'évaluation des besoins, du niveau d'engagement budgétaire de l'Etat et de la capacité d'absorption du secteur, sur ses performances dans le cadre de l'appui budgétaire précédent (CBGD/SBC I), de sa cohérence avec les autres interventions en cours ou prévues de l'UE et des bailleurs de fonds actifs dans le secteur.

En particulier, l'action permettra d'accompagner les politiques sectorielles clés définies par le gouvernement nigérien, notamment par un dialogue politique sectoriel transparent et efficace sur les réformes structurantes prévues par le PSEF, un suivi incitatif sur les résultats et le soutien à la coordination interministérielle et des bailleurs de fonds autour d'objectifs sectoriels communs.

### **5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire**

a) Les conditions générales de décaissement de toutes les tranches sont les suivantes:

- i. Progrès satisfaisant dans la mise en œuvre du Programme sectoriel pour l'éducation et la formation (PSEF), maintien de la crédibilité et de la pertinence de cette politique;
- ii. Mise en œuvre d'une politique macroéconomique crédible axée sur la stabilité;
- iii. Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du programme de réforme de la gestion des finances publiques en cours en général et en particulier dans le secteur de l'éducation;
- iv. Progrès satisfaisants en ce qui concerne la mise à la disposition du public, en temps utile, d'informations budgétaires exhaustives et fiables.

b) Les conditions particulières de décaissement susceptibles d'être appliquées aux tranches variables portent sur les domaines suivants: accès équitable à l'éducation de base (réduction des disparités basées sur le genre dans l'accès à l'éducation, réduction des disparités basées sur le milieu de résidence dans l'accès à l'éducation); qualité de l'éducation de base (renforcement de l'efficacité du système scolaire, notamment en faveur des groupes vulnérables, suivi des apprentissages à travers l'évaluation des acquis scolaires, amélioration du temps d'apprentissage à travers la réduction de l'absentéisme des enseignants, amélioration du niveau de qualification des enseignants); gouvernance et pilotage du secteur de l'éducation (mise à jour du Programme sectoriel pour l'éducation et la formation, amélioration de la gestion des ressources humaines, mobilisation des ressources nécessaires en faveur de l'éducation).

Les cibles et indicateurs de performance retenus pour les décaissements seront applicables pendant toute la durée du programme. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, une demande de modification des cibles et indicateurs pourra être présentée par l'Ordonnateur national à la Commission. Les modifications convenues pourront être autorisées par un échange de lettres entre les deux parties.

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être officiellement suspendus, temporairement suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

### **5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire**

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en Francs CFA (XOF) sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

Les décaissements seront effectués selon une tranche fixe et variable annuelle par an en 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 d'après le calendrier indicatif suivant :

(Millions EUR)	2016	2017	2018	2019	2020	Montant total
----------------	------	------	------	------	------	---------------

<b>Tranche fixe</b>	12.0	10.0	10.0	4.0	0.0	<b>36.0</b>
<b>Tranche variable</b>	4.5	10.75	11.5	16	10.25	<b>53.0</b>
<b>Montant total</b>	<b>16.5</b>	<b>20.75</b>	<b>21.5</b>	<b>20</b>	<b>10.25</b>	<b>89.0</b>

#### **5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire**

Tant en gestion indirecte qu'en gestion directe, la Commission et le ou les partenaires en gestion indirecte veilleront au respect des règles et procédures appropriées de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, y compris les procédures de recours, le cas échéant, et à la conformité de l'action aux mesures restrictives<sup>2</sup> affectant les pays de mise en œuvre concernés.

##### **5.4.1 Subvention à l'Institut National de la Statistique (gestion directe)**

(a) Objectifs de la subvention, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés L'objectif général de la subvention est de contribuer au suivi des politiques et stratégies publiques et programmes de développement, notamment dans le secteur de l'éducation. En particulier, l'action vise à améliorer la disponibilité, la qualité et l'utilisation des statistiques du secteur de l'éducation (y compris la formation professionnelle).

(b) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à l'Institut National des Statistiques (INS), car ce dernier se trouve dans une situation de monopole de droit dans le domaine des statistiques.

(c) Critères de sélection et d'attribution essentiels:

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel, la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

(d) Taux maximal de cofinancement: 80%

Lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100%. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(e) Trimestre indicatif pour la conclusion du contrat de subvention : premier trimestre 2019.

##### **5.4.2 Passation de marchés (gestion directe)**

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
---	--	------------------------------------	--

<sup>2</sup> Les mesures restrictives de l'UE prévoient l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers, entités non étatiques, personnes physiques ou morales et groupes. Elles sont publiées sur internet à l'adresse suivante [http://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/sanctions/docs/measures\\_en.pdf](http://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/sanctions/docs/measures_en.pdf)

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance technique long terme auprès du ministère de l'enseignement primaire et de la CAMOS et Assistance technique perlée au profit du secteur de l'éducation (études ponctuelles de conception et de dissémination d'outils, formations)	Services	1	2018Q2
Assistance technique relative à la gestion des ressources humaines du secteur de l'éducation	Services	3	2018Q3

### 5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

### 5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (montant en EUR)
<b>5.3 Appui budgétaire</b>	<b>89 000 000</b>
<i>Tranches Fixes</i>	<i>36 000 000</i>
<i>Tranches Variables</i>	<i>53 000 000</i>
<b>5.4 Appui complémentaire</b>	<b>4 500 000</b>
5.4.1.. Subvention à l'Institut National de la Statistique (gestion directe)	<i>1 000 000</i>
5.4.2 Passation de marchés (gestion directe):	<i>3 500 000</i>
- AT long terme ministère de l'enseignement primaire et de la CAMOS	
- AT gestion des ressources humaines du secteur de l'éducation	
- AT court terme en appui au secteur PSEF	
<b>5.9 Évaluation</b>	<b>150 000</b>
<b>5.10 Audit</b>	<b>150 000</b>
<b>5.11 Communication et Visibilité</b>	<b>100 000</b>
<b>Provision pour imprévus</b>	<b>100 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>94 000 000</b>

## **5.7 Structure organisationnelle et responsabilités**

Le suivi du programme aura lieu dans le cadre d'une part d'un Comité de pilotage, qui se réunit une fois par an, présidé par l'Ordonnateur national en collaboration avec le ministère de l'enseignement primaire, de l'alphabétisation, de la promotion des langues nationales et de l'Education Civique (MEP/A/PLN/EC) et la Cellule d'appui à la mise en œuvre et au suivi (CAMOS) du PSEF. Parmi les membres seront les autres ministères qui participent à la mise en œuvre du PSEF. La Délégation siège en qualité d'observateur. Le suivi aura lieu également dans le cadre des instances de pilotage et de coordination du PSEF.

Le suivi régulier du programme est assuré par le ministère des finances à travers la cellule de l'Union européenne, en collaboration avec les départements pertinents du MEP/A/PLN/EC, ainsi que les autres structures concernées par cet appui, dont la CAMOS.

A ce titre, un groupe technique restreint pour le suivi des appuis budgétaires, y compris sa composante d'appui institutionnelle, sera mis en place, réunissant les représentants du ministère des finances dont la Cellule Union Européenne, du MEP/A/PLN/EC, de la CAMOS, des autres ministères de l'éducation concernés par l'appui et de la délégation de l'UE. Ce groupe de travail se réunira régulièrement afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre du programme et en particulier d'examiner et de finaliser les requêtes de décaissement.

## **5.8 Suivi des résultats et rapports**

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste d'indicateurs de résultat (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## **5.9 Évaluation**

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à une évaluation à mi-parcours conjointe avec le partenaire de mise en œuvre, et une évaluation finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants. Elles seront réalisées à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du contexte institutionnel et de coordination interministérielle du secteur de l'éducation dans le cadre du PSEF.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge des évaluations, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux personnes ressources de l'administration concernées par l'action.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre, après six mois depuis la fin de la mise en œuvre opérationnelle de la convention de financement.

### **5.10 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour la composante d'aide complémentaire du présent programme.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'audit au titre d'un contrat-cadre, au plus tard avant la fin de la mise en œuvre opérationnelle de la convention de financement.

### **5.11 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Dans le cadre de la présente action, les actions de communication et visibilité seront conjointement définies par les ministères techniques, l'ON et la DUE, et mises en œuvre par le biais de contrats de services.

<b>Objet</b>	<b>Type</b>	<b>Nombre indicatif de contrats</b>	<b>Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure</b>
Contrat de services de communication et visibilité des activités de l'action	Contrat de Services	1-3	2018Q4

**Appendice – Liste indicative des indicateurs de résultat du Contrat de Réforme sectorielle dans l'Education (CRS Education)**

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Lignes de base</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>Source</b>
<b>Objectifs globaux</b>	Aider le gouvernement du Niger à : - Eradiquer la pauvreté et promouvoir une croissance durable et inclusive ; - Consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique.	Le statut du Nouveau programme FMI	Programme FEC (FMI) finalisé en 2016		Adoption nouveau programme FMI				Rapport Conseil d'Administration FMI Rapports des revues
		Progrès dans l'atteinte des objectifs PDES 2017-2021 en matière de réduction de la pauvreté	Nouveau PDES en cours d'élaboration	<45%	- 2 points	- 0.5 points	- 0.5 points	-0.5 points	Rapports annuels de mise en œuvre du PDES
<b>Objectifs spécifiques</b>	OS 1 - Accroître la capacité du gouvernement en vue de la réalisation des objectifs	1.1. Part du budget de l'Etat exécutée dans le secteur de l'éducation (*)	17,2%		+0.8pt/2015	+1pt/2016	+1pt/2017	+0.5pt/2018	Loi des Finances Rapport d'exécution du budget d l'Etat au 31 décembre

	fixés en matière de politique sectorielle dans l'éducation	1.2. Statut du PSEF mis à jour	Version du PSEF validée en 2013	PSEF pour la période de 2016-2024 mis à jour					Compte rendu signé de l'atelier de validation de la mise à jour du PSEF
		1.3. Mise en place et exécution de la planification régionale du PSEF					Validation Plans d'Action régionaux du PSEF (PARPSEF)	Rapports d'exécution des PARPSEF des régions	Compte rendu de l'atelier de validation des PARPSEF Rapport d'exécution des PARPSEF
	OS 2 - Répondre aux besoins essentiels de la population pour un accès élargi et équitable à une éducation de base de qualité	2.1. Mesures de protection des filles de moins de 16 ans					Arrêté interministériel d'application du décret portant protection des filles de moins de 16 ans	Mise en œuvre d'au moins 80% des mesures du Plan d'Actions Fédérateur pour la Scolarisation des Filles (SCOFI), dont au moins 90% des activités de plaidoyer et de sensibilisation	Texte de l'arrêté signé par les ministres du secteur de l'éducation  Compte rendu de la revue sectorielle de l'éducation, signé par le Gouvernement et les PTF, avec en annexe le rapport d'exécution du PAA PSEF



								on	intégrant le PAF SCOFI
		2.1. TBS des filles Base 1	68% (2015)	+1pt/n-1	+1pt/n-1	+1pt/n-1	+1pt/n-1	+1pt/n-1	Annuaire statistique MEP /PLN/A/ EC
		2.2. TBS des filles Base 2	24,2% (2015)		26,2%	+1pt/n-1	+1pt/n-1	+1pt/n-1	Annuaire statistique MES
		2.2. TBS en milieu rural Base1	63,6% en 2015		65,6%	+1pt/n-1	+1pt/n-1	+1pt/n-1	Annuaire statistique MEP /PLN/A/ EC
		2.4. TAP global	73,8% (2015)	75,3%					Annuaire statistique MEP /PLN/A/ EC

		2.5. TAP des filles en milieu rural	53,2% (2015)		55,2%	+1pt/n-1	+1pt/n-1	+1pt/n-1	Annuaire statistique MEP /PLN/A/ EC
		2.6. Taux d'achèvement des filles en Base 2	17% (2017)				+1pt/n-1	+1pt/n-1	Annuaire statistique MES
		2.7.. Part filles inscrites EFTP formel / total s inscrits l'EFTP formel	45,8% (2017)				48,8%	+1,5pt/n-1	Annuaire statistique MEPT
<b>Produits induits</b>	OS1 / Produit 1 - Gestion des ressources humaines du secteur de l'éducation améliorée	1.1.1. - Architecture et plateforme de la base de données de gestion des ressources humaines sur l'ensemble du personnel enseignant	Une ébauche de base de données intégrée existe, en vue de son alimentation avec des données actualisées sur le personnel enseignant		Base de Données Gestion des Ressources Humaines (BD GRH) validée par les MEP, MF et ministère de la fonction publique et de la réforme administrative (MFP/RA)				Compte rendu de la réunion technique ou atelier de validation conjoint
		1.1.2. - Statut d'une base de données de gestion des ressources	et l'amélioration de leur gestion			Recensement de l'ensemble du personnel			Compte rendu de l'atelier de validation conjoint de la BD intégrant

		humaines intégrant les résultats du recensement des enseignants				enseignant intégré à la nouvelle base de données			les données du recensement
		1.1.3. - Etat du personnel éducatif commun (MEP, MF, MFP/RA)					Etat du personnel prenant en compte des mesures correctives validé		Compte rendu de l'atelier de validation d'un état du personnel éducatif commun
		1.1.4. - Statuts d'un dispositif de suivi de l'absentéisme et de sa mise en œuvre en vue de l'amélioration du temps d'apprentissag e	Aucun dispositif cohérent et structuré pour la gestion de l'absentéisme n'existe		Texte réglementaire mettant en place et réactivant les mécanismes de suivi de l'absentéisme des enseignants adopté	Rapport de suivi et d'analyse de l'absentéisme disponible	Rapport de suivi et d'analyse de l'absentéisme disponible		Arrêté d'adoption d'un texte réglementaire mettant en place et réactivant les mécanismes de suivi de l'absentéisme des enseignants Rapports annuels validés de suivi et d'analyse de l'absentéisme aux niveaux

									local et national, donnant lieu à des mesures de correction, transmis à la DUE
	OS1 / Produit 2 - Gestion des ressources financières du secteur de l'éducation améliorée	1.2.1. - Etude sur les goulots d'étranglement liés au système de paiement des enseignants déployés en région	Aucune étude récente n'existe		Réalisation d'une étude sur goulots d'étranglement liés au système de paiement des enseignants déployés dans les régions				Rapport final de l'étude transmis à la DUE
		1.2.2. - Statut d'un dispositif permettant la simplification des procédures de paiement des salaires des enseignants déployés en région, en vue de l'amélioration du temps d'apprentissage	Aucun système de paiement adapté aux besoins des enseignants en région n'existe			Mise en place d'un dispositif permettant la simplification des procédures de paiement des salaires des enseignants			Arrêté sur la mise en place d'un dispositif permettant la simplification des procédures de paiement des salaires des enseignants

		e							
OS2 / Produit 1 - Gestion de la qualité des apprentissage scolaires renforcée	2.1.1. - Statut du plan d'action des recommandati ons du PASEC	Rapport global provisoire du PASEC 2014 existe et rapport national est en cours d'élaboratio n		Validation d'un plan d'action pour la prise en compte des recommandati ons de l'évaluation du PASEC					Compte rendu de l'atelier de validation du plan d'action
	2.1.2. - Statut de la mise en œuvre d'un dispositif d'évaluation des apprentissages	Aucun dispositif d'évaluation nationale des apprentissage es n'existe			Réalisation d'une évaluation nationale des apprentissage es	Validation d'une évaluation nationale des apprentissage es		Rapport provisoire (2018) transmis à la DUE Compte rendu atelier validation de l'évaluation nationale	
	2.1.3. Mise en œuvre de la reform curriculaire sur l'ensemble du secteur de l'éducation					Validation Stratégie reform curriculaire sectorielle de l'éducation (SRCSE)	Mise en œuvre de 80% des activités du PA SRCSE, dont 90% des formations	Compte rendu de l'atelier de validation de la stratégie  Rapport d'exécution du PSEF	

								des enseignants	
	OS2 / Produit 2 - Qualité de l'enseigne- ment améliorée	2.2.1. - Nombre d'enseignants Base 1 diplômés des ENI (craie en main) / total enseignants craie en main	31 193/ 66 750 (54,2% en 2015)		56,2%	57,2%	58,2%		Annuaire statistique MEP /PLN/A/ EC
<b>Produits directs</b>	OS1 / Produit direct 1 Accroisse- ment du volume d'aide extérieure disponible dans budget national	OS1.1.a Nombre de décaissements d'appui budgétaire effectués en respectant le calendrier	Paiements irréguliers	Calendri- er convenu avec MF	Calendrier convenu avec MF	Calendrier convenu avec MF	Calendrier convenu avec MF		Comptes Rendus des réunions de concertation
	OS2 / Produit direct 1 Le dialogue sur les politiques sectorielles est renforcé	OS2.1.a - Nombre de réunions des cadres formels de dialogue sur les politiques du gouvernement et l'efficacité de l'aide dans le domaine de	1 revue sectorielle tous les deux ans. 1 réunion du Comité de Pilotage PSEF par an. 2 réunions du GPLE par	1 revue sectorielle. 2 réunions du Comité de Pilotage PSEF. 4 GPLE. 2 réunions	1 revue sectorielle. 2 réunions du Comité de Pilotage PSEF. 4 GPLE. 4 réunions de chacun des trois GT	1 revue sectorielle. 2 réunions du Comité de Pilotage PSEF. 4 GPLE. 4 réunions de chacun des trois GT	1 revue sectorielle. 2 réunions du Comité de Pilotage PSEF. 4 GPLE. 4 réunions de chacun des trois GT		Comptes rendus des réunions

		l'éducation	an. Groupes thématiques (GT) en place mais non effectifs	de chacun des trois GT					
--	--	-------------	---	---------------------------------	--	--	--	--	--